



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 5 ΝΟΕΜΒΡΙΟΥ 1959

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
238

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ὑπ' ἀριθ. 4009.

Περὶ κυρώσεως τῆς μετὰ τῶν Κυβερνήσεων τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας ὑπογραφείσης τὴν 18ην Ἰουνίου 1959 Συμφωνίας περὶ ἀμοιβαίων δικαστικῶν σχέσεων.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 35 τοῦ Συντάγματος καὶ τὴν ἀπὸ 17 Σεπτεμβρίου 1959 σύμφωνον γνώμην τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἀρθροῦ 35 Εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς ἐκ Βουλευτῶν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον.

1. Κυροῦται ἡ ἐν Ἀθήναις τὴν 18ην Ἰουνίου 1959 μετὰ τῶν Κυβερνήσεων τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας ὑπογραφείσα Συμφωνία περὶ ἀμοιβαίων δικαστικῶν σχέσεων, ἥς τὸ κείμενον ἔπεται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἑλληνικὴν.

2. Ἄπασαι αἱ διατάξεις τῆς ὡς ἄνω Συμφωνίας κτῶνται ἐσχὺν διατάξεων νόμου.

3. Ἡ ἐσχὺς τοῦ παρόντος Νομοθετικοῦ Διατάγματος ἀρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 23 Ὀκτωβρίου 1959

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Π. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ, Ε. ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ, Κ. ΚΑΛΛΙΑΣ, Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ, Λ. ΔΕΡΤΙΑΝΗΣ, Ν. ΜΑΡΤΗΣ, Σ. ΓΚΙΚΑΣ, Κ. ΑΔΑΜΟΠΟΥΛΟΣ, Α. ΣΤΡΑΤΟΣ, Α. ΔΗΜΗΤΡΑΤΟΣ, Κ. ΤΣΑΤΣΟΣ, Ε. ΚΑΛΑΝΤΖΗΣ, Ε. ΚΕΦΑΛΟΓΙΑΝΝΗΣ, Δ. ΘΑΝΟΠΟΥΛΟΣ, Ι. ΨΑΡΡΕΑΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 27 Ὀκτωβρίου 1959

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΚΩΝ. ΚΑΛΛΙΑΣ

CONVENTION
ENTRE LE ROYAUME DE GRECE
ET LA REPUBLIQUE POPULAIRE FEDERATIVE
DE YOUGOSLAVIE SUR LES RELATIONS JURI-
DIQUES MUTUELLES

Le Gouvernement Royal de Grèce et le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie, aux fins de développer leurs relations juridiques mutuelles, sont convenus de ce qui suit :

PREMIERE PARTIE
ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIERE CIVILE

Protection légale.

Article premier.

Les ressortissants de chacun des Etats contractants auront le libre accès aux tribunaux sur le territoire de l'autre Etat contractant et pourront rester en justice et bénéficier de la protection légale en ce qui concerne leur personne et leurs biens dans les mêmes conditions que les nationaux.

Article 2.

1) Si les ressortissants de l'un des Etats contractants qui ont leur domicile ou leur siège d'affaires dans l'un des Etats contractants, paraissent et qualité de demandeurs ou d'intervenants devant le tribunal de l'autre Etat contractant, ils seront dispensés des frais de la caution judicatum solvi et du versement de l'avance des frais judiciaires.

2) L'avance des frais à supporter par une partie peut être demandée aux ressortissants de l'autre Etat contractant dans les mêmes conditions et le même montant que de ses nationaux.

3) Les décisions passées en force de chose jugée et les décisions exécutoires des tribunaux de l'un des Etats contractants par lesquelles les demandeurs ou intervenants ressortissants de l'autre Etat contractant sont condamnés aux frais et dépens du procès seront, sur demande, rendues exécutoires sur le territoire de l'autre Etat contractant en ce qui concerne ces frais et dépens, indépendamment de l'exécution de ces décisions au sujet des autres chapitres. La demande doit être présentée soit directement au Tribunal compétent par la partie au profit de laquelle elles ont été rendues, soit par la voie diplomatique. Une attestation que la sentence est définitive et exécutoire doit être jointe à la demande.

4) Les décisions visées à l'alinéa 1, prises par le tribunal de l'autre Etat, seront rendues exécutoires comme ses propres décisions, les parties ne devant pas être préalablement entendues.

Liberation du paiement des taxes et des autres frais.

Article 3.

Les ressortissants de l'un des Etats contractants bénéficieront devant les tribunaux de l'autre Etat dans les mêmes conditions que les nationaux du droit d'être libérés du paiement des taxes et des frais (assistance judiciaire gratuite).

Article 4.

1. Le certificat requis en vue de la reconnaissance des droits visés à l'article 3 de la présente Convention sera délivré par l'organe compétent de l'Etat contractant où le requérant a son domicile.

2. Si le requérant n'a pas de domicile sur le territoire de l'un des Etats contractants, il suffira de produire le certificat délivré par la représentation diplomatique ou consulaire de l'Etat dont il est ressortissant.

Article 5.

1. L'organe de l'Etat dont relève la délivrance du certificat visé à l'article 4, alinéa 1) de la présente

Convention, peut demander aux organes de l'Etat de l'autre Partie contractante des informations relatives aux ressources et à la situation de fortune du requérant.

2. Le tribunal qui statue sur la demande en reconnaissance des droits visés à l'article 3 de la présente Convention, pourra, dans la limite de ses attributions, vérifier les certificats et les renseignements présentés, ainsi que demander des renseignements complémentaires.

Dispositions sur l'assistance judiciaire en matière civile et commerciale.

Article 6.

1. Les Etats contractants s'engagent à se prêter mutuellement l'assistance judiciaire en matière civile et commerciale, contentieuse ou gracieuse, y compris les questions touchant au droit de famille et de tutelle; ceci s'applique également au cas où des organes administratifs sont compétents en cette matière.

2. Dans les dispositions de la présente partie de la Convention, on doit entendre également sous le terme de tribunal les organes administratifs dans la mesure où ils connaissent des affaires visées à l'alinéa 1 du présent article.

3. L'assistance judiciaire en question comprend a) la signification des actes judiciaires et extra-judiciaires, b) l'exécution des commissions rogatoires.

Article 7.

Les demandes d'assistance judiciaire sont présentées par l'entremise du Ministère ou des Secrétariats d'Etat à la justice respectifs, qui correspondent directement entre eux à cet effet (en ce qui concerne la Yougoslavie les Secrétariats d'Etat à la Justice des Républiques Populaires de Serbie, de Croatie, de Slovénie, de Bosnie-Herzégovine, de Macédoine et du Monténégro).

Article 8.

1. Les demandes de commissions rogatoires et les demandes de significations sont rédigées en langue française.

2. Les documents et autres actes relatifs aux commissions rogatoires visées à l'alinéa précédent sont rédigés dans la langue de l'Etat de qui ils émanent, étant entendu toutefois qu'ils doivent être accompagnés d'une traduction en langue française. La traduction doit être officielle ou certifiée conforme par un traducteur assermenté.

Article 9.

La commission rogatoire doit contenir l'objet auquel elle se rapporte, les noms et prénoms des parties, leurs professions et leur résidence. Elle doit faire mention des circonstances au sujet desquelles il faut administrer la preuve éventuelle, et si besoin, des questions devant être posées à la personne à interroger. La demande de signification doit faire mention de l'adresse du destinataire et de la nature de l'acte à signifier.

Article 10.

1. Les commissions rogatoires et les actes qui sont transmis par les tribunaux et les autres organes des Etats contractants doivent être revêtus du sceau du tribunal ou de l'organe dont ils émanent. Il n'est pas nécessaire qu'ils soient légalisés.

2. Les commissions rogatoires seront rédigées dans la forme éventuellement prescrite par la législation de l'Etat contractant dont elles émanent.

Article 11.

L'exécution de la commission rogatoire aura lieu d'après les lois du pays requis. Toutefois, sur demande de tribunal dont émane la commission rogatoire, elle pourra être exécutée dans une forme spéciale, pourvu

que les dispositions de l'ordre public de l'Etat requis ne s'y opposent pas.

Article 12.

1. La Commission rogatoire est transmise par le Ministère ou Secrétariat d'Etat à la Justice de l'Etat requis au tribunal compétent. Si celui-ci se déclare incompetent, il renvoie d'office la commission rogatoire au tribunal compétent.

2. L'exécution de la commission rogatoire ne peut être refusée que si l'Etat requis estime que l'exécution de la commission rogatoire porte atteinte à ses droits souverains et à sa sécurité ou que l'exécution est contraire à son ordre public.

Article 13.

1. Les tribunaux auxquels sont envoyées les commissions rogatoires exécuteront celles-ci au plus vite possible et appliqueront, si besoin, les mêmes moyens de contrainte que lors de l'exécution des commissions rogatoires entre les tribunaux nationaux. Les moyens de contrainte ne seront pas appliqués s'il s'agit de comparution en personne des parties au procès.

2. Le tribunal dont émane la commission rogatoire sera, sur sa demande, informé à temps de la date et du lieu de l'exécution de l'acte requis afin que la partie éventuellement intéressée soit à même d'y assister. Les tribunaux effectueront cette information par la voie de la poste.

Article 14.

1. Les actes constatant l'exécution de la commission rogatoire et de la signification seront transmis à l'Etat requérant par la voie prévue à l'article 7.

2. Dans tous les cas où la commission rogatoire ou la signification n'est pas exécutée le tribunal dont elle émane en sera informé sans retard avec l'indication des motifs.

Article 15.

1. Les actes à signifier doivent être rédigés dans la langue du tribunal requis ou doivent être accompagnés d'une traduction en langue française. La traduction doit être soit officielle soit certifiée conforme par un traducteur assermenté de l'un des Etats contractants ou autre personne ayant légalement ce droit. La légalisation de la signature du traducteur n'est pas nécessaire.

2. Si l'acte n'est pas rédigé dans la langue du tribunal requis ni la traduction en langue française annexée, le tribunal requis ne fera que transmettre l'acte au destinataire si ce dernier est disposé à le recevoir.

Article 16.

1. La signification se fera conformément aux lois de l'Etat requis. A la demande de l'Etat requérant la signification peut être effectuée dans une forme spéciale si celle-ci n'est pas contraire à sa législation.

2. La preuve de la signification se fera au moyen soit d'un récépissé qui doit porter la date, les signatures de l'expéditeur et de la personne à laquelle l'acte a été remis, ainsi que le sceau du tribunal, soit par l'attestation du tribunal requis, constatant le fait, le mode et la date de la signification. Si les actes à signifier sont communiqués en double exemplaire, l'acte de signification est rédigé sur le deuxième exemplaire.

Article 17.

Les deux Etats contractants se réservent le droit de signifier les actes à leurs ressortissants qui se trouvent sur le territoire de l'autre Etat contractant par l'entremise de leurs représentants diplomatiques ou consulaires. Dans ce cas les moyens de contrainte ne doivent pas être appliqués.

Frais de l'assistance

Article 18.

1. Aucune taxe ou remboursement des frais pour la signification des actes ou l'exécution des commissions

rogatoires ne sera exigé de l'Etat dont émane la commission rogatoire ou la demande de signification. Seront exceptées les indemnités dues aux experts.

2. L'expertise ne peut dépendre du dépôt de l'acte au tribunal requis que si l'indemnité pour l'expertise doit être supportée par l'une des parties.

Tutelle et curatelle

Article 19.

La tutelle (tutelle ou curatelle) relève de la compétence de l'Etat contractant dont les ressortissants n'ont pas la capacité d'agir, si la présente Convention n'en stipule pas autrement.

Article 20.

1. Si, sur le territoire de l'un des Etats contractants il est absolument indispensable que l'organe de tutelle prenne des mesures dans l'intérêt du ressortissant de l'autre Etat contractant, qui a son domicile ou sa résidence ou ses biens sur le territoire de l'Etat ou il est nécessaire de prendre de telles mesures, l'autorité compétente de cet Etat en informera immédiatement la représentation diplomatique ou consulaire de l'Etat contractant dont cette personne est le ressortissant.

2. S'il est question d'un cas qui ne souffre pas d'ajournement, l'autorité compétente de l'autre Etat contractant peut, tout en informant la représentation diplomatique ou consulaire, prendre elle-même les mesures provisoires indispensables. Ces mesures seront appliquées jusqu'à ce que l'autorité de l'Etat contractant auquel appartient le ressortissant qui n'a pas la capacité d'agir rende la décision nécessaire, et que l'autorité territoriale qui a ordonné les mesures provisoires en soit informée.

Capacité des personnes.

Article 21.

La capacité d'accomplir des actes juridiques est régie conformément à la législation de l'Etat contractant dont les personnes sont les ressortissants.

Recherche et contestation de la paternité

Article 22.

1. La recherche de la paternité et les rapports juridiques entre l'enfant né hors du mariage et la personne qui est présumée être son père, sont réglés conformément à la législation de l'Etat contractant dont l'enfant était le ressortissant lors de sa naissance.

2. La contestation de la paternité est réglée d'après la législation de l'Etat contractant dont l'enfant était le ressortissant au moment de sa naissance.

Article 23.

En matière des litiges concernant la recherche et la contestation de la paternité (article 22) est compétent le tribunal de l'Etat contractant dont l'enfant était le ressortissant au moment de sa naissance ou l'Etat contractant sur le territoire duquel se trouve le domicile de l'enfant au moment de l'introduction en action. Ceci n'exclue pas la compétence du tribunal d'après le domicile du père dans le cas où l'enfant est demandeur.

Adoption.

Article 24.

1. Si le parent adoptif est le ressortissant de l'un des Etats contractants et l'enfant adoptif ressortissant de l'autre Etat contractant, pour l'adoption et la rupture de l'adoption il est nécessaire que soient remplies les conditions de fond prévues par la loi nationale tant de l'adoptant que de l'adopté.

2. La procédure d'adoption et de rupture de l'adoption relève de la compétence des organes de l'Etat contractant dont les adoptés sont les ressortissants.

Déclaration d'absence et de décès.

Article 25.

1. La déclaration d'absence ou de décès relèvent de la compétence du tribunal de l'Etat contractant dont la personne était le ressortissant au moment de sa disparition.

2. Le tribunal de l'un des Etats contractants peut déclarer absent ou avoir décédé, le ressortissant de l'autre Etat contractant :

a) sur demande de la personne qui désire réaliser ses droits de succession ou ses droits qui découlent des rapports patrimoniaux entre conjoints, se rapportant aux biens immeubles de l'absent qui se trouvent sur le territoire de cet Etat contractant ou :

b) sur demande du conjoint par rapport à l'existence du mariage, si le conjoint au moment du dépôt de la demande a son domicile sur le territoire de l'autre Etat contractant, les conjoints ayant eu leur dernier domicile commun sur le territoire du même Etat.

3. La déclaration d'absence ou de décès conformément à l'alinéa 2 de cet article ne peut être effectuée que dans les conditions prévues par la loi nationale de la personne disparue.

Echanges des actes de l'état-civil.

Article 26.

1. Chacun des Etats contractants communiquera à l'autre Etat contractant, sans taxes et frais, copies ou extraits des actes de l'état civil se rapportant aux ressortissants de cet Etat ainsi que des actes ultérieurs y afférents. Les actes seront communiqués à la représentation diplomatique ou consulaire.

2. Les copies des actes mentionnés au paragraphe précédent seront communiquées sans retard, à la fin de chaque trimestre.

Communication des actes de l'état-civil.

Article 27.

1. Les deux Etats contractants s'engagent à se communiquer mutuellement copies de tous actes de l'état-civil sans taxes et frais, s'ils sont demandés pour usage administratif.

2. Ces demandes sont communiquées par la voie diplomatique ou consulaire.

3. La demande de délivrance de ces copies ainsi que la délivrance elle-même ne préjugent en rien la question de la nationalité.

Article 28.

On entend sous actes de l'état civil, aux termes des articles 26 et 27, les extraits des registres des naissances, des registres des mariages et des registres des décès.

Légalisation des documents

Article 29.

1. Les documents publics qui sont rédigés ou délivrés par les autorités judiciaires dans l'un des Etats contractants, revêtus du sceau officiel, seront exempts de toute légalisation lors de leur emploi devant les tribunaux et autres organes de l'Etat de l'autre Etat contractant. De même seront exempts de la légalisation les documents émanant des autorités ou organes administratifs s'ils sont légalisés :

a) au Royaume de Grèce par les autorités centrales et par tous les Gouvernorats Généraux,

b) dans la République Populaire Fédérative de Yougoslavie par les autorités fédérales et par les autorités des Républiques Populaires.

2. Ce qui précède s'applique également aux copies des documents publics légalisés par les autorités judiciaires ou les autorités administratives.

Article 30.

Seront également exempts de légalisation les actes

sous seing privé, légalisés par le tribunal ou un autre organe compétent de l'un des Etats contractants, en vue de leur emploi devant les tribunaux et autres organes de l'autre Etat contractant.

Communication des normes de droit

Article 31.

Le Secrétariat d'Etat des Affaires Etrangères de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie et le Ministère des Affaires Etrangères du Royaume de Grèce, se communiqueront mutuellement, sur demande, le texte des prescriptions en vigueur sur le territoire de leur Etat, et si besoin, des informations au sujet de questions juridiques déterminées.

DEUXIEME PARTIE

ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIERE PENALE

Article 32.

Les Etats contractants s'engagent à se prêter mutuellement l'assistance judiciaire en matière pénale.

Article 33.

L'assistance judiciaire en matière pénale n'aura pas lieu si l'acte faisant l'objet de la procédure pénale n'est pas punissable d'après les lois de l'Etat requis ou s'il constitue un délit politique, un délit purement militaire ou fiscal.

Article 34.

L'assistance judiciaire peut être refusée :

1. Si l'Etat requis estime que l'assistance judiciaire porte atteinte à ses droits souverains ou à son intégrité, ou si l'exécution de la commission rogatoire est contraire à son ordre public.

2. Si le prévenu est le ressortissant de l'Etat requis et ne se trouve pas sur le territoire de l'Etat dont émane la commission rogatoire.

Article 35.

L'assistance judiciaire en matière pénale comprend :

a) la signification des actes de la procédure pénale à des personnes se trouvant sur le territoire des Etats contractants et

b) les commissions rogatoires relatives à l'exécution des actes de l'instruction préalable et des actes de l'enquête tels que l'interrogatoire du prévenu, l'audition des témoins et des experts, la visite sur les lieux, la visite à domicile, la confiscation des objets et la remise des actes et objets se rapportant à la procédure pénale déterminée. Toutefois, ces actes et objets ne seront remis que s'ils se trouvent à la garde des organes de l'Etat requis et si des raisons spéciales ne s'y opposent pas ; ils doivent être rendus le plus tôt possible.

Article 36.

1. Si une personne, quelle que soit sa nationalité, reçoit sur le territoire de l'un des Etats contractants la convocation dans une affaire criminelle ou civile et se présente volontairement devant le tribunal de l'autre Etat contractant comme témoin ou expert, elle ne peut y être poursuivie ou privée de liberté en raison des faits criminels antérieurs ou des condamnations, ni comme complice du délit pénal qui fait l'objet de la procédure où elle figure comme témoin ou expert. Sont assimilés aux délits pénaux et aux condamnations, les actes passibles de peine et les décisions sur les peines, en raison desquelles le procès a lieu devant les organes administratifs, à savoir les décisions prises par ces derniers organes.

2. Toutefois, la personne mentionnée à l'alinéa 1 du présent article perd ce privilège si elle ne quitte

pas le territoire de l'Etat devant le tribunal duquel elle a comparu dans un délai de 5 jours après avoir été informée par le tribunal qu'elle était libre, et si elle a eu des possibilités réelles de quitter le territoire dudit Etat dans ce délai.

3. Dans la commission rogatoire il faut indiquer le montant représentant la couverture des frais de voyage et de séjour. L'Etat dont émane la commission rogatoire donnera à la personne convoquée, sur sa demande, un acompte pour la couverture des frais de voyage et de séjour.

4. Les témoins ont droit à une indemnité en raison du gain manqué, et les experts bénéficient en outre du droit à l'indemnité d'expertise.

Article 37

1. S'il s'avère indispensable pour un tribunal de l'un des Etats contractants d'entendre directement comme expert ou témoin une personne qui est privée de liberté sur le territoire de l'autre Etat contractant, le Secrétariat d'Etat des Affaires Etrangères de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie, et respectivement le Ministère des Affaires Etrangères du Royaume de Grèce pourront être priés d'effectuer provisoirement la livraison de cette personne.

2. Il sera accédé à la demande si la personne y consent et si des raisons spéciales ne s'y opposent pas. Cette personne doit être restituée aussitôt que possible. A cet égard sera appliquée la disposition de l'article 36, alinéa 1 de la présente Convention.

3. Dans les conditions visées à l'article 36, alinéa 1 et aux alinéas précédents de cet article, peut être également autorisé le transit d'une personne mise en arrestation dans un Etat tiers à travers le territoire de l'un des Etats contractants en vue de son interrogatoire dans l'autre Etat contractant.

Article 38.

1. Sur demande de l'un des Etats contractants, l'autre Etat contractant restituera les objets même dans les cas où l'extradition n'est pas autorisée, lesquels objets lors de l'exécution du délit pénal avaient été emportés par l'auteur du délit du territoire de l'Etat requérant sur le territoire de l'Etat requis, ou les objets que l'auteur du délit a obtenu en remplacement des objets susmentionnés. Si un litige naît au sujet de la garde des objets confiés, les tribunaux de l'Etat où se trouvent les objets statuent sur ce litige.

2. L'Etat requis peut provisoirement retenir les objets visés à l'alinéa précédent si cela est indispensable pour la procédure pénale qui est poursuivie sur son territoire.

Article 39.

En matière pénale en ce qui concerne la signification des actes et les commissions rogatoires sont appliquées des dispositions des articles 7 à 12, 13 alinéa 1, et 14 à 17 de la présente Convention.

Communication des jugements de condamnation

Article 40.

1. Les Etats contractants se communiqueront mutuellement par la voie diplomatique tous les trimestres les copies des feuilles de condamnation des jugements passés en force de chose jugée qui se rapportent aux ressortissants de l'autre Etat contractant.

2. De même les Etats contractants se communiqueront mutuellement les décisions ultérieures qui se rapportent à de tels jugements et seront inscrites dans les registres des condamnations.

3. En outre, les Etats contractants se communiqueront mutuellement, sur demande, dans des cas particuliers, les extraits des jugements visés à l'alinéa 1 du présent article.

Article 41.

Les Etats contractants se communiqueront mutuellement, sur demande, par la voie diplomatique des renseignements au sujet des inscriptions dans le registre des condamnations:

a) se rapportant aux ressortissants de l'Etat qui demande de tels renseignements;

b) se rapportant à d'autres personnes contre lesquelles est intentée une action pénale sur le territoire de l'Etat requérant, alors que ces personnes se trouvent sur le territoire de l'autre Etat. L'Etat requis peut refuser de donner les renseignements demandés si la personne à laquelle se rapportent des renseignements, est son ressortissant.

Article 42.

1. Les Etats contractants s'engagent à se communiquer réciproquement des informations au sujet des délits effectués sur leur territoire par les ressortissants de l'autre Etat, qui ont passé après la perpétration du délit sur le territoire de l'Etat dont ils sont les ressortissants.

2. Copies, photocopies et photos de tous les moyens de preuve connus ainsi que description des pièces de conviction et des rapports d'autopsie éventuels, seront remis avec les renseignements visés à l'alinéa précédent.

Frais

Article 43.

1. Les frais causés par l'exécution de la signification et de l'assistance judiciaire en matière pénale, ainsi que par l'envoi de l'enseignement, sont à la charge de l'Etat sur le territoire duquel ils ont été occasionnés.

2. Toutefois, les frais résultant de l'exécution de la commission rogatoire demandant l'administration des preuves par l'expertise ou l'envoi d'une personne privée de liberté sur le territoire de l'Etat requis seront supportés par l'Etat dont émane la commission rogatoire.

Extradition et transit des personnes prevenues et jugées Conditions d'extradition

Article 44.

Les Etats contractants s'engagent à se livrer réciproquement, dans les conditions prévues par la présente Convention, les personnes qui sont poursuivies ou contre lesquelles a été prononcée une condamnation passée en force de chose jugée dans l'Etat qui présente la demande d'extradition.

Article 45.

1. L'Etat requis accordera l'extradition de la personne qui est poursuivie pénalement dans l'Etat qui demande l'extradition pour un crime ou délit punissable d'après les lois pénales des deux Etats contractants, si la loi des deux Parties permet de prononcer une peine de privation de liberté d'une durée de deux ans ou de peines plus graves.

2. Dans les cas prévus par l'alinéa 1 comme preuve du fondement de la demande d'extradition, il est suffisant de produire l'acte de l'organe compétent de l'Etat requérant, ordonnant la poursuite pénale, l'arrestation, l'arrestation provisoire, le renvoi du prévenu ou de l'accusé devant la juridiction répressive ou tout autre acte ayant la même force. Ces actes doivent renfermer la description de l'infraction en raison de laquelle l'extradition est demandée, le texte de la loi pénale de l'Etat requérant, applicable à l'infraction et fixant la peine qu'elle entraîne, le temps et le lieu de l'exécution de l'infraction et sa qualification juridique.

Article 46.

Dans le cas où les lois de l'un des deux Etats frappent de la peine de mort une infraction qui selon les lois de l'autre n'entraîne qu'une peine privative de liberté, l'extradition ne pourra être accordée que si les

autorités de l'Etat requérant s'engagent par une déclaration formelle, à ce que dans le cas en question la peine capitale ne soit pas exécutée.

Article 47.

1. Dans les conditions visées à l'alinéa 1 de l'article 45 de la présente Convention, l'Etat requis accordera également l'extradition de la personne qui a été condamnée par un jugement passé en force de chose jugée à une peine privative de liberté d'au moins 6 mois ou une peine plus grave.

2. Les décisions judiciaires passées en force de chose jugée sont la preuve du fondement de la demande d'extradition, qu'elles aient été prononcées contradictoirement ou par contumace. Si le jugement passé en force de chose jugée est prononcé par contumace, les Etats contractants sont d'accord de ne procéder à l'exécution de la décision contre la personne livrée, mais de renouveler la procédure et de juger la personne livrée en sa présente.

Article 48.

L'Etat requis peut rejeter la demande d'extradition ;

a) si l'infraction pour laquelle est demandée l'extradition a été commise sur son territoire ;

b) si l'extradition est demandée en raison d'un délit commis sur le territoire d'un Etat tiers et un jugement a déjà été rendu dans cet Etat ;

c) si l'infraction ayant été commise hors du territoire de l'Etat requérant par un individu étranger à cet Etat la législation de l'Etat requis n'autorise pas la poursuite des mêmes infractions commises hors de son territoire ;

Article 49.

La demande d'extradition sera refusé dans les cas suivants :

a) si la personne dont on demande l'extradition est le ressortissant de l'Etat requis ;

b) si un jugement passé en force de chose jugée a été rendu par le tribunal de l'Etat requis contre la personne dont l'extradition est demandée pour la même infraction. Cependant, l'extradition sera accordée si d'après la loi de l'Etat requis sont réunies les conditions permettant de renouveler la procédure pour cette infraction ;

c) si d'après la loi de l'un des Etats contractants la prescription de la poursuite pénale ou de l'exécution de la peine est acquise et ce, avant que la demande n'ait été formulée et d'une façon générale toutes les fois que l'action publique de l'Etat requérant sera éteinte ;

d) si une proposition n'est pas présentée ou si une plainte n'a pas été portée en vue d'une poursuite pénale dans les cas où d'après la loi de l'Etat requérant ou de l'Etat où l'infraction a été commise, l'action pénale est conditionnée par la formulation de la proposition ou le dépôt d'une plainte.

Article 50.

L'extradition ne sera pas accordée pour des crimes ou délits politiques.

Article 51.

L'extradition ne sera pas accordée pour les infractions d'ordre purement militaire, pour les infractions de presse proprement dites et pour les infractions d'ordre fiscal.

Procédure d'extradition.

Article 52.

1) La demande d'extradition devra toujours être faite par la voie diplomatique. Les Etats contractants se communiqueront réciproquement par la même voie toutes les informations et décisions prises en relation avec l'extradition.

2) La demande d'extradition, outre les preuves visées à l'article 45, alinéa 2 et à l'article 47, ali-

née 2 de la présente Convention, doit être accompagnée :

a) des preuves ou des données relatives à la nationalité de la personne réclamée ;

b) des données et des moyens d'identification de la personne réclamée et si possible d'autres données permettant de la découvrir rapidement, si elle n'a pas été déjà identifiée dans l'Etat requis ;

c) le texte de la loi pénale qui se rapporte au délit pour lequel est demandée l'extradition, tant de l'Etat qui formule la demande d'extradition que de l'Etat où le délit a été commis.

3) Si l'extradition est demandée conformément à l'article 47 de la présente Convention, il est nécessaire de joindre également la preuve attestant que le jugement est passé en force de chose jugée.

4) La demande et toutes les pièces jointes doivent être traduites dans la langue officielle de l'Etat requis. Toutes ces pièces sont communiquées en original ou en copie certifiée conforme.

5) La validité de la forme est appréciée d'après la loi de l'Etat requérant

Article 53.

1) Si les conditions d'extradition prévues par la présente Convention sont réunies, l'Etat requis est tenu de prendre immédiatement après la réception de la demande d'extradition, les mesures en vue de la découverte de la personne réclamée et de l'exécution de la demande et, si besoin, il ordonnera sa mise en arrestation dès qu'elle aura été retrouvée.

2) S'il n'est pas possible d'établir avec certitude, sur la base des pièces jointes à la demande d'extradition, que les conditions requises pour l'extradition ont été réunies, l'Etat requis demandera à l'Etat requérant de lui communiquer dans un délai déterminé des données et informations complémentaires. Ce délai peut être prorogé sur demande de l'Etat requérant.

3) Si dans un délai déterminé une suite n'est pas donnée à la demande de l'Etat requis, la procédure d'extradition sera suspendue et la personne réclamée sera libérée. Cela n'empêche pas que la procédure d'extradition puisse être poursuivie, lorsqu'une suite aura été ultérieurement donnée à la demande de l'Etat requis.

Article 54.

1. Sur la demande directe du tribunal ou de l'organe de poursuite compétent de l'un des Etats contractants, adressée par écrit ou par télégramme, l'Etat requis prendra, conformément à sa législation, des mesures provisoires de sûreté, y compris l'arrestation contre la personne dont l'extradition est demandée, si la demande fait mention de l'un des documents visés à l'article 45, alinéa 2 et à l'article 47, alinéa 2 de la présente Convention, ainsi que l'autorité dont émane le document, le numéro et la date de ce document.

2. La procédure visée à l'alinéa 1 du présent article est suspendue si la demande d'extradition n'est pas communiquée dans le délai fixé par l'autorité compétente de l'Etat requis. Sur demande motivée de l'Etat dont la demande d'extradition, ce délai peut être prorogé.

3. La demande visée à l'alinéa 1 du présent article doit être confirmée par la voie diplomatique.

4. L'Etat qui forme la demande d'extradition sera informé sans tarder de l'arrestation provisoire ou d'autres mesures provisoires de sûreté, ou des motifs pour lesquels la demande n'a pu être exécutée.

5. Les organes compétents des Etats contractants peuvent également, sans qu'une demande ait été formée, conformément à l'alinéa 1 du présent article mettre en arrestation provisoire la personne qui se trouve sur leur territoire, s'ils apprennent qu'elle a commis sur le

territoire de l'autre Etat contractant un délit pour lequel la présente Convention permet l'extradition. L'autre Etat contractant en sera immédiatement informé.

Article 55.

1. Le réjet complet ou partiel de la demande d'extradition ou l'ajournement de son exécution doit être motivé.

2. En informant l'Etat qui a formé la demande d'extradition que cette dernière est accordée, l'Etat requis communiquera en temps l'heure et l'endroit à la frontière ou aura lieu la remise.

Article 56.

L'Etat qui a formé la demande d'extradition, seuf s'il s'agit d'un cas de force majeure, est tenu de reprendre à l'endroit indiqué la personne remise dans un délai de 3 jours au plus tard à compter de la date fixée pour la livraison ; dans le cas contraire cette personne sera libérée.

Article 57.

1. L'Etat requis statuera sur la demande d'extradition même dans le cas où une action pénale est intentée sur son territoire contre la personne dont on demande l'extradition, ou si cette personne est l'objet d'une condamnation pour un autre délit ; si l'on fait droit à la demande la remise sera ajournée jusqu'à ce que cette personne purge sa peine ou jusqu'à ce que la procédure soit suspendue d'une autre manière.

2. Même dans le cas visé à l'alinéa 1 du présent article, la personne réclamée peut être livrée provisoirement à l'Etat qui demande l'extradition en vue de la poursuite de l'instruction, mais cet Etat doit restituer la personne à l'Etat requis au plus tard lorsqu'un jugement aura été prononcé en raison du fait pour lequel elle a été provisoirement livrée, et dans tous les cas au plus tard 3 mois à compter de la remise.

Article 58.

Si la remise d'une personne est demandée par plusieurs Etats en raison même ou de différents délits, l'Etat requis statuera d'après les circonstances du cas quelle sera la demande à laquelle il fera droit.

Article 59.

1. La personne extradée ne peut être poursuivie pénalement et ne peut faire l'objet d'une condamnation pour un délit commis avant l'extradition, si ce délit n'a pas motivé l'extradition, de même qu'elle ne peut être livrée pour une telle infraction à un Etat tiers pour jugement ou exécution de la peine, si l'on n'obtient pas préalablement le consentement ultérieur de l'Etat contractant ayant accordé l'extradition. Le consentement sera demandé dans la forme prescrite pour la demande d'extradition avec les pièces à l'appui énumérées à l'article 56.

2. Le consentement ne sera pas demandé si la personne extradée ne quitte pas le territoire de l'Etat auquel elle a été remise après l'expiration d'un délai d'un mois à compter du jour où la procédure pénale a pris fin, et si elle est condamnée après l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date à laquelle elle a purgé sa peine ou en a obtenu la remise, ou si cette personne revient de nouveau sur le territoire de cet Etat. Ce délai ne comprend pas la période au cours de laquelle cette personne n'a pu sans sa faute quitter le territoire de cet Etat.

Article 60.

L'Etat qui a formé la demande d'extradition informera l'Etat requis du résultat de la procédure pé-

nale poursuivie contre la personne remise. Si un jugement est pris contre cette personne la copie en sera communiquée quand celui-ci sera passé en force de chose jugée.

Article 61.

1. Les Etats contractants sont tenus, sans une demande spéciale, de se communiquer réciproquement au cours de la procédure d'extradition ;

a) Les objets pouvant servir de pièces à conviction contre la personne dont on demande l'extradition. L'Etat requis peut garder provisoirement ces objets si cela est indispensable à la conduite d'une autre procédure pénale ;

b) tous les objets trouvés en possession de la personne réclamée ou des tierces personnes, que celle-ci ou son complice s'étaient procurés au moyen du délit qui a motivé l'extradition, ou les objets qui représentent la contre-valeur reçue des objets acquis au moyen de ce délit ou la récompense pour sa perpétration. S'ils survient un litige au sujet de la garde, les tribunaux du pays où se trouvent les objets s'attribueront sur l'affaire.

2. Ces objets seront transmis à l'Etat ayant formé la demande d'extradition lors de la remise de la personne extradée, et si ce n'est pas possible, ils seront remis ultérieurement. Il sera procédé ainsi dans les cas où l'extradition n'a pas eu lieu, à la suite du décès ou de la fuite de la personne réclamée.

3. Les droits des tiers sur ces objets seront réservés. A l'issue de la procédure pénale ces objets seront restitués gratuitement à la personne à laquelle ils appartiennent. Si l'on ne peut établir à qui appartiennent ces objets, ils seront restitués sans compensation à l'Etat requis.

Article 62.

Si la personne extradée se soustrait à l'action pénale et retourne de nouveau sur le territoire de l'Etat requis, elle sera, sur nouvelle demande, extradée sans aucune formalité.

Transit

Article 63.

1. Les Etats contractants sont tenus de permettre, sur demande, les transit à travers leur territoire de la personne extradée par un Etat tiers à l'autre Etat contractant. L'Etat n'est pas tenu d'accorder le transit de la personne, si les conditions prévues par la présente Convention ne sont pas réunies.

2. La demande d'autorisation du transit est transmise de la même manière que la demande d'extradition.

3. L'Etat requis accordera le transit de la manière qui lui convient le mieux.

Article 64.

Les frais de l'extradition sont supportés par l'Etat sur le territoire duquel ils sont occasionnés. Les frais de transit sont supportés par l'Etat dont émane la demande de transit.

Article 65.

Les Etats contractants s'engagent à ne pas octroyer leur nationalité aux personnes dont l'extradition est demandée à l'exception des cas où une telle personne obtiendrait le congé de l'ancienne nationalité, c'est-à-dire qu'ils attendront, pour décider sur la demande de nationalité, jusqu'à ce qu'une décision ait été prise au sujet de la demande d'extradition, notamment si l'Etat qui forme la demande d'extradition fait connaître que la nationalité est demandée en vue d'éviter l'extradition.

TROISIEME PARTIE

Dispositions finales

Article 66.

Toutes les questions litigieuses concernant l'application de la présente Convention seront réglées par la voie diplomatique entre les Etats contractants.

Article 67.

La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Beograd.

Article 68.

1) La présente Convention entrera en vigueur 30 jours à dater de l'échange des instruments de ratification.

2) La présente Convention est conclue pour une période indéterminée et sa validité cessera après l'expiration d'un an à compter de sa dénonciation par l'un des Etats contractants.

FAI à Athènes, le 18 Juin 1959, en deux exemplaires originaux en langue française.

Pour le Gouvernement Royal de Grèce

Evanghelos Averoff-Tossizza

Pour le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie

Koca Popovic

Athènes le 18 juin 1959

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

Me référant à la Convention sur les relations juridiques mutuelles entre Royaume de Grèce et la République Populaire Fédérative de Yougoslavie que nous venons de signer, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence ce qui suit:

1. Selon la législation grecque l'extradition d'une personne ne peut pas être accordée si la poursuite de l'infraction qu'elle a commise appartient aux tribunaux grecs. Ce fait doit être pris en considération dans l'application de l'article 48 de la Convention.

2. La disposition de l'article 49 alinea (b) de la Convention ne peut pas s'appliquer dans les cas où les tribunaux grecs sont compétente pour renouveler la procédure concernant l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée.

3. Dans le sens des «crimes et délits politiques», visés à l'article 50, doivent être également compris les actes connexes à des semblables infractions,

Il m'a semblé nécessaire de donner à Votre Excel-

lence ces éclaircissements concernant les dispositions précitées pour éviter des doutes qui pourraient surgir au cours de l'application de la Convention.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'Etat, l'assurance de ma très considération.

Evanghelos Averoff-Tossizza

Son Excellence

Monsieur Koca Popovic

Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères

de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie

Athènes.

Athènes, le 18 juin 1959

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence en date d'aujourd'hui ainsi conçue:

«Me référant à la Convention sur les relations juridiques mutuelles entre le Royaume de Grèce et la République Populaire Fédérative de Yougoslavie que nous venons de signer, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence ce qui suit:

1. Selon la législation grecque l'extradition d'une personne ne peut pas être accordée si la poursuite de l'infraction qu'elle a commise appartient aux tribunaux grecs. Ce fait doit être pris en considération dans l'application de l'article 48 de la Convention.

2. La disposition de l'article 49 (b) de la Convention ne peut pas s'appliquer dans les cas où les tribunaux grecs sont compétents pour renouveler la procédure concernant l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée.

3. Dans le sens des «crimes et délits politiques», visés à l'article 50, doivent être également compris les actes connexes à des semblables infractions.

Il m'a semblé nécessaire de donner à Votre Excellence ces éclaircissements concernant les dispositions précitées pour éviter des doutes qui pourraient surgir au cours de l'application de la Convention.»

En prenant connaissance de ce qui précède je vous prie, Monsieur le Ministre, d'agréer l'assurance de ma très haute considération.

Koca Popovic

Son Excellence

Monsieur Evanghelos Averoff-Tossizza

Ministre des Affaires Etrangères du Royaume de Grèce

Athènes

ΣΥΜΒΑΣΙΣ

Μεταξύ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας καὶ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος περὶ τῶν ἀμοιβαίων δικαστικῶν αὐτῶν σχέσεων.

Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως ἀναπτύξουν τὰς ἀμοιβαίας αὐτῶν δικαστικὰς σχέσεις, συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἀκολούθων:

Πρῶτον Μέρος.

Δικαστικὴ Ἀρωγὴ ἐπὶ ἀστικῶν ὑποθέσεων.

Νομικὴ Προστασία.

Ἄρθρον 1.

Οἱ ὑπῆκοι ἐκάστου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ δύνανται ἐλευθέρως νὰ ἀπευθύνωνται πρὸς τὰ δικαστήρια τῆς ἐπικρατείας τοῦ ἐτέρου Κράτους καὶ θὰ δύνανται νὰ παρίσταται ἐπὶ δικαστηρίου καὶ νὰ ἀπολαμβάνουν τῆς νομικῆς προστασίας τὸτον τοῦ ἀτόμου των ὅσον καὶ τῶν ἀγαθῶν των ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς ὡς οἱ ὑπῆκοι αὐτοῦ ὅρου.

Ἄρθρον 2.

1) Οἱ ὑπῆκοι τοῦ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν, οἱ ἔχοντες τὴν κατοικίαν των ἢ τὴν ἔδραν τῶν ἐπιχειρήσεών των ἐν τῇ ἐπικρατείᾳ τοῦ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν, παριστάμενοι ὡς αἰτοῦντες ἢ παρεμβαίνοντες ἐνώπιον δικαστηρίου τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Κράτους, ἀπαλλάσσονται τῶν δαπανῶν ἐγγυοδοσίας ἀλλοδαποῦ καὶ τῆς προκαταβολῆς τῶν δικαστικῶν ἐξόδων.

2) Ἡ προκαταβολὴ τῶν δαπανῶν αἰτινες βαρύνουν ἕνα διαδίκον δύνανται νὰ ἀπαιτηθῇ ἀπὸ τοὺς ὑπηκόους τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Κράτους, ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς ὅρους καὶ μέχρι τοῦ αὐτοῦ ποσοῦ ὡς διὰ τοὺς ὑπηκόους του.

3) Αἱ ἀποφάσεις αἱ ἀποκτησασαὶ ἰσχύϊν δεδικασμένου καὶ αἱ ἐκτελεσταὶ ἀποφάσεις τῶν δικαστηρίων τοῦ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν, διὰ τῶν ὁποίων οἱ αἰτοῦντες ἢ παρεμβαίνοντες ὑπῆκοι τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Κράτους καταδικάζονται εἰς τὰ ἐξόδα καὶ τὰς δαπάνας τῆς δίκης κηρύσσονται ἐπὶ αἰτήσῃ ἐκτελεσταὶ ἐν τῇ ἐπικρατείᾳ τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Κράτους ὡς πρὸς τὰ ἐξόδα καὶ τὰς δαπάνας ταύτας, ἀνεξαρτήτως τῆς ἐκτελέσεως τῶν ἀποφάσεων τούτων ὡς πρὸς τὰ λοιπὰ κεφάλαια. Ἡ αἰτήσις δέον νὰ ὑποβάλλεται εἴτε ἀπ' εὐθείας εἰς τὸ ἀρμόδιον δικαστήριον ὑπὸ τοῦ διαδίκου ὑπὲρ τοῦ ὁποίου αὐταὶ ἐπεδικάσθησαν, εἴτε διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ. Εἰς τὴν αἴτησιν δέον νὰ ἐπισυνάπτεται βεβαίωσις ὅτι ἡ ἀπόφασις τυγχάνει ὀριστικῆ καὶ ἐκτελεστή.

4) Αἱ εἰς τὴν παράγραφον 1 ἀναφερόμεναι ἀποφάσεις, ἐκδοθεῖσαι ὑπὸ δικαστηρίου τοῦ ἐτέρου Κράτους, θὰ καθίστανται ἐκτελεσταὶ ὡς αἱ ἴδιαι αὐτοῦ ἀποφάσεις ἄνευ προηγουμένης ἀκροάσεως τῶν διαδίκων.

Ἀπαλλαγὴ καταβολῆς τελῶν καὶ ἄλλων ἐξόδων.

Ἄρθρον 3.

Οἱ ὑπῆκοι τοῦ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν ἀπολαύουσιν ἐνώπιον τῶν δικαστηρίων τοῦ ἐτέρου Κράτους, ἐπὶ ἴσοις ὅροις μὲ τοὺς ὑπηκόους αὐτοῦ, τοῦ δικαιώματος ἀπαλλαγῆς ἐκ τῆς καταβολῆς τελῶν καὶ ἐξόδων (δωρεᾶν δικαστικὴ ἀρωγὴ).

Ἄρθρον 4.

1) Τὸ ἀπαιτούμενον πρὸς ἀναγνώρισιν τῶν ἐν τῷ ἄρθρῳ 3 τῆς παρούσης Συμβάσεως ἀναφερομένων δικαιωμάτων πιστοποιητικὸν θὰ ἐκδίδεται ὑπὸ τοῦ ἀρμοδίου ὄργάνου τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους ἐν ᾧ ὁ αἰτῶν ἔχει τὴν κατοικίαν του.

2) Ἐὰν ὁ αἰτῶν δὲν ἔχει κατοικίαν ἐν τῇ ἐπικρατείᾳ τοῦ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν, θὰ ἀρκῆ ἢ προσαγωγὴ τοῦ πιστοποιητικοῦ τοῦ ἐκδοθέντος ὑπὸ τῆς διπλωματικῆς ἢ προξενικῆς ἀντιπροσωπείας τοῦ Κράτους οὗτινος εἶναι ὑπῆκοος.

Ἄρθρον 5.

1) Τὸ κρατικὸν ὄργανον τὸ ἀρμόδιον διὰ τὴν ἐκδοσιν τοῦ εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ ἄρθρου 4 τῆς παρούσης Συμβά-

σεως ἀναφερομένου πιστοποιητικοῦ, δύνανται νὰ ζητήσῃ παρὰ τῶν κρατικῶν ὀργάνων τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους πληροφορίας σχετικὰς πρὸς τὰ εἰσοδήματα καὶ τὴν περιουσιακὴν κατάστασιν τοῦ αἰτοῦντος.

2) Τὸ δικαστήριον τὸ κρίνον ἐπὶ τῆς αἰτήσεως ἀναγνώσεως τῶν ἐν τῷ ἄρθρῳ 3 τῆς παρούσης Συμβάσεως ἀναφερομένων δικαιωμάτων, δύνανται, ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς δικαιοδοσίας του, νὰ ἐλέγξῃ τὰ πιστοποιητικὰ καὶ τὰς ὑποβαλλομένας πληροφορίας, ὡς καὶ νὰ ζητήσῃ συμπληρωματικὰς πληροφορίας.

Διατάξεις περὶ δικαστικῆς ἀρωγῆς ἐπὶ ἀστικῶν καὶ ἐμπορικῶν ὑποθέσεων

Ἄρθρον 6.

1) Τὰ Συμβαλλόμενα Κράτη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως παρέχουν ἀμοιβαίως δικαστικὴν ἀρωγὴν ἐπὶ δικαστικῶν ἢ ἐμπορικῶν ὑποθέσεων ἀμφισβητουμένης ἢ ἐκουσίας δικαιοδοσίας, συμπεριλαμβανομένων ἐπίσης καὶ τῶν θεμάτων τῶν ἀφορώντων τὸ οἰκογενειακὸν δίκαιον καὶ τὴν ἐπιτροπείαν. Τοῦτο ἐφαρμόζεται ἐπίσης εἰς περιπτώσιν ἀρμοδιότητος, ἐπὶ τοῦ θέματος, τῶν διοικητικῶν ὀργάνων.

2) Εἰς τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος μέρους τῆς Συμβάσεως, ὑπὸ τὸν ὅρον δικαστήριον δέον ἐπίσης νὰ νοοῦνται τὰ διοικητικὰ ὄργανα ἐν ᾧ μέτρῳ ἔχουσιν ἀρμοδιότητα ἐπὶ τῶν ἐν τῇ παραγράφῳ 1) τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀναφερομένων περιπτώσεων.

3) Ἡ ἐν λόγῳ δικαστικὴ ἀρωγὴ περιλαμβάνει: α) τὴν κοινοποίησιν δικαστικῶν καὶ ἐξωδίκων πράξεων καὶ β) τὴν ἐκτελέσιν δικαστικῶν παραγγελιῶν.

Ἄρθρον 7.

Αἱ αἰτήσεις δικαστικῆς ἀρωγῆς ὑποβάλλονται διὰ τῶν ἀντιστοίχων ὑπουργείων Δικαιοσύνης, ἅτινα ἀλληλογραφοῦσι πρὸς τοῦτο ἀπ' εὐθείας μεταξύ των (ὅσον ἀφορᾷ τὴν Γιουγκοσλαβίαν τὰ ὑπουργεῖα Δικαιοσύνης τῶν Λαϊκῶν Δημοκρατιῶν τῆς Σερβίας, Κροατίας, Σλοβενίας, Βοσνίας — Ἑρζεγοβίνης, Μακεδονίας καὶ Μαυροβουνίου).

Ἄρθρον 8.

1) Αἱ δικαστικαὶ παραγγελίαι καὶ αἱ αἰτήσεις ἐπιδόσεως συντάσσονται εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν.

2) Τὰ ἔγγραφα καὶ αἱ ἄλλαι πράξεις αἱ σχετικαὶ πρὸς τὰς δικαστικὰς παραγγελίας τῆς προηγουμένης παραγράφου συντάσσονται εἰς τὴν γλῶσσαν τοῦ Κράτους ἐξ οὗ πηγάζουν, ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅμως ὅτι δέον νὰ συνοδεύωνται ὑπὸ μεταφράσεως εἰς τὴν Γαλλικὴν. Ἡ μετάφρασις δέον νὰ εἶναι ἐπίσημος ἢ βεβαιωμένη ὑπὸ ὀρκωτοῦ μεταφραστοῦ.

Ἄρθρον 9.

Ἡ δικαστικὴ παραγγελία δέον νὰ περιλαμβάνῃ τὸ ἀντικείμενον εἰς ὃ ἀναφέρεται, τὰ ὀνόματα καὶ ἐπώνυμα τῶν διαδίκων, τὰ ἐπαγγέλματα αὐτῶν καὶ τὴν διαμονὴν των καὶ δέον νὰ ἀναφέρῃ τὰ θέματα ἐφ' ὧν ζητεῖται ἐνδεχομένως ἀπόδειξις καὶ ἐν ἀνάγκῃ τὰς εἰς τὸ πρὸς ἐξέτασιν πρόσωπον τεθησομένας ἐρωτήσεις.

Ἡ αἰτήσις ἐπιδόσεως δέον νὰ ἀναφέρῃ τὴν διεύθυνσιν τοῦ παραλήπτου καὶ τὸ εἶδος τῆς πρὸς ἐπίδοσιν πράξεως.

Ἄρθρον 10.

1) Αἱ δικαστικαὶ παραγγελίαι ὡς καὶ αἱ ὑπὸ τῶν δικαστηρίων καὶ ἄλλων ὀργάνων τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν μεταδιδόμεναι πράξεις δέον νὰ φέρουν τὴν σφραγίδα τοῦ δικαστηρίου ἢ τοῦ ὄργάνου ἐξ οὗ προέρχονται καὶ δὲν εἶναι ἀναγκαῖον ὅπως εἶναι ἐπικεχυρωμένα.

2) Αἱ δικαστικαὶ παραγγελίαι θὰ εἶναι συντεταγμένα κατὰ τὸν τύπον τὸν ὀριζόμενον ἐνδεχομένως ὑπὸ τῆς νομοθεσίας τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους ἐξ οὗ προέχονται.

Ἄρθρον 11.

Ἡ ἐκτέλεσις τῆς δικαστικῆς παραγγελίας λαμβάνει χώραν συμφώνως πρὸς τοὺς νόμους τοῦ ἐντολοδόχου κράτους. Ἐν τούτοις τῇ αἰτήσῃ τοῦ δικαστηρίου ἐξ οὗ προέρχεται ἢ δικαστικὴ παραγγελία αὕτη δύνανται νὰ ἐκτελεσθῇ κατὰ εἰδικὸν τύπον, ἐφ' ὅσον αἱ διατάξεις δημοσίας τάξεως τοῦ πρὸς ὃ ἡ δικαστικὴ παραγγελία Κράτους δὲν ἀντιτίθενται εἰς τοῦτο.

*Άρθρον 12.

1) Ἡ δικαστικὴ παραγγελία διαβιβάζεται διὰ τοῦ Ἰπουργείου Δικαιοσύνης τοῦ πρὸς ὃ αὐτὴ κράτους πρὸς τὸ ἀρμόδιον δικαστήριον. Ἐὰν τοῦτο κηρυχθῇ ἀναρμόδιον παραπέμπει ἐξ ἐπαγγέλματος τὴν δικαστικὴν παραγγελίαν εἰς τὸ ἀρμόδιον δικαστήριον.

2) Δὲν εἶναι δυνατὴ ἄρνησις ἐκτελέσεως τῆς δικαστικῆς παραγγελίας εἰμὴ ἐὰν ἡ πρὸς ἣν αὐτὴ χώρα θεωρῆ ὅτι ἡ ἐκτέλεσις τῆς παραγγελίας ταύτης θίγει τὰ κυριαρχικά της δικαιώματα καὶ τὴν ἀσφάλειάν της ἢ ὅτι ἡ ἐκτέλεσις εἶναι ἀντίθετος πρὸς τὴν δημοσίαν τάξιν αὐτῆς.

*Άρθρον 13.

1) Τὰ δικαστήρια πρὸς ἃ ἀπευθύνονται αἱ δικαστικαὶ παραγγελίαι θὰ ἐκτελοῦν αὐτάς τὸ ταχύτερον καὶ θὰ ἐφαρμόζουσι, ἐν ἀνάγκῃ, τὰ αὐτὰ μέτρα ἐξαναγκασμοῦ ὡς καὶ προκειμένου περὶ ἐκτελέσεως δικαστικῆς παραγγελίας μεταξὺ τῶν ἐθνικῶν δικαστηρίων. Δὲν θὰ ἐφαρμόζονται μετὰ ἐξαναγκασμοῦ προκειμένου περὶ αὐτοπροσώπου ἐμφανίσεως τῶν διαδίκων εἰς τὴν δίκην.

2) Τὸ δικαστήριον ἐξ οὗ προέρχεται ἡ δικαστικὴ παραγγελία, τῇ αἰτήσῃ του, θὰ λαμβάνῃ γνώσιν ἐγκαιρῶς τῆς ἡμερομηνίας καὶ τοῦ τόπου τῆς ἐκτελέσεως τῆς αἰτηθείσης πράξεως ἵνα ἀνευχεμένως τὸ ἐνδιαφερόμενον μέρος δυναθῇ νὰ παρασθῇ. Τὰ δικαστήρια θὰ μεταβιβάζουσι τὴν γνωστοποίησιν αὐτὴν διὰ τῆς ταχυδρομικῆς ὁδοῦ.

*Άρθρον 14.

1) Αἱ ἀποδεικνύουσαι τὴν ἐκτέλεσιν τῆς δικαστικῆς παραγγελίας καὶ ἐπίδοσις πράξεις διαβιβάζονται πρὸς τὸ αἰτούν Κράτος διὰ τῆς ἐν ἀρθρῷ 7 προβλεπομένης ὁδοῦ.

2) Εἰς πᾶσαν περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ δικαστικὴ παραγγελία ἢ ἡ ἐπίδοσις δὲν ἐξετελέσθη τὸ δικαστήριον ἐξ οὗ αὐτὴ προήλθε θὰ εἰδοποιήται ἀνευ ἀργοπορίας περὶ τούτου ἀναφερομένων καὶ τῶν λόγων.

*Άρθρον 15.

1) Αἱ πρὸς ἐπίδοσιν πράξεις δέον νὰ εἶναι συντεταγμέναι εἰς τὴν γλώσσαν τοῦ πρὸς ὃ ἡ δικαστικὴ παραγγελία δικαστηρίου ἢ νὰ συνοδεύονται ὑπὸ μεταφράσεως εἰς τὴν γαλλικὴν. Ἡ μετάφρασις δέον νὰ εἶναι εἴτε ἐπίσημος, εἴτε βεβαιωμένη ὑπὸ τοῦ ἄρκιτου μεταφραστοῦ τοῦ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν ἢ ἐτέρου προσώπου κεκτημένου νομίμως τὸ τοιοῦτον δικαίωμα. Ἡ ἐπικύρωσις τῆς ὑπογραφῆς τοῦ μεταφραστοῦ δὲν εἶναι ἀναγκαία.

2) Ἐὰν ἡ πράξις δὲν εἶναι συντεταγμένη εἰς τὴν γλώσσαν τοῦ πρὸς ὃ ἡ δικαστικὴ παραγγελία δικαστηρίου ἢ δὲν συνοδεύεται ὑπὸ τῆς εἰς τὴν γαλλικὴν μετάφρασεως, τὸ δικαστήριον τὸ λαθὼν τὴν δικαστικὴν παραγγελίαν θὰ ἀρκεσθῇ εἰς τὴν μεταβίβασιν τῆς πράξεως πρὸς τὸν παραλήπτην ἐὰν οὗτος εἶναι διατεθειμένος νὰ τὴν παραλάβῃ.

*Άρθρον 16.

1) Ἡ ἐπίδοσις διενεργεῖται κατὰ τὸ δίκαιον τοῦ πρὸς ὃ ἡ δικαστικὴ παραγγελία Κράτους. Τῇ αἰτήσῃ τοῦ αἰτούντος Κράτους ἢ ἐπίδοσις δύναται νὰ διενεργηθῇ κατ' εἰδικὸν τύπον ἐφ' ὅσον οὗτος δὲν ἀντιβαίνει εἰς τὴν νομοθεσίαν του.

2) Ἡ ἐπίδοσις θὰ ἀποδεικνύηται εἴτε δι' ἀποδεικτικῶν παραλαβῆς τὸ ὅποιον δέον νὰ φέρῃ τὴν ἡμερομηνίαν, τὰς ὑπογραφὰς τοῦ ἀποστολέως καὶ τοῦ προσώπου εἰς ὃ παρεδόθη ἢ πράξις, καθὼς καὶ τὴν σφραγίδα τοῦ δικαστηρίου εἴτε διὰ βεβαιώσεως τοῦ πρὸς ὃ ἡ δικαστικὴ παραγγελία δικαστηρίου, πιστοποιούντος τὸ γεγονός, τὸν τρόπον καὶ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς ἐπίδοσεως. Ἐὰν αἱ πρὸς ἐπίδοσιν πράξεις ἔχουν κοινοποιηθῇ εἰς διπλοῦν, ἡ ἐπίδοσις βεβαιοῦται ἐπὶ τοῦ δευτέρου ἀντιτύπου.

*Άρθρον 17.

Τὰ δύο Συμβαλλόμενα Κράτη ἐπιφυλάσσουσι εἰς ἑαυτὰ τὸ δικαίωμα ὅπως κοινοποιῶσι τὰς πράξεις εἰς τοὺς ὑπήκοους των τοὺς εὐρισκόμενους ἐν τῇ ἐπικρατείᾳ τοῦ ἐτέρου Κράτους, μέτω τῶν οἰκείων αὐτῶν διπλωματικῶν ἢ προξενικῶν Ἀρχῶν. Ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ τὰ μέτρα ἐξαναγκασμοῦ δέον νὰ μὴ ἐφαρμόζονται.

Διπλῶν ἀρωγῆς.

*Άρθρον 18.

1) Οὐδὲν τέλος ἢ καταβολὴ ἐξόδων διὰ τὴν ἐπίδοσιν πράξεων ἢ τὴν ἐκτελεσὶν δικαστικῶν παραγγελιῶν θέλει ἀπατηθῆ παρὰ τοῦ Κράτους ἐξ οὗ προέρχεται ἡ δικαστικὴ παραγγελία. Ἐξαιρουμένης αἱ ἀποζημιώσεις τῶν πραγματοποιημένων.

2) Ἡ πραγματογνωμοσύνη δὲν δύναται νὰ ἐξαρτηθῇ ἐκ τῆς καταθέσεως προκαταβολῆς παρὰ τῷ πρὸς ὃ ἡ δικαστικὴ παραγγελία δικαστηρίου, πλὴν ἐὰν ἡ ἀποζημιώσις διὰ τὴν πραγματογνωμοσύνην θέλη ἐπιβαρῦναι τὸν ἕνα τῶν διαδίκων.

Ἐπιτροπεῖα καὶ Κηδεμονία.

*Άρθρον 19.

Ἡ ἐπιτροπεῖα (ἐπιτροπεῖα καὶ κηδεμονία) ὑπάγονται εἰς τὴν ἀρμοδιότητα τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους τοῦ ὁποίου οἱ ὑπῆκοοι δὲν ἔχουν τὴν ἱκανότητα ἐξακρίσεως δικαιωμάτων, ἐὰν ἡ παρούσα Σύμβασις δὲν καθορίσῃ ἄλλως.

*Άρθρον 20.

1) Ἐὰν, ἐν τῇ ἐπικρατείᾳ τοῦ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν εἶναι ἀπολύτως ἀπαραίτητον ὅπως τὸ ὄργανον ἐπιτροπεῖας λάβῃ μέτρα πρὸς τὸ συμφέρον τοῦ ὑπῆκοου τοῦ ἐτέρου συμβαλλομένου Κράτους, ὅστις ἔχει τὴν κατοικίαν του ἢ τὴν διαμονὴν του ἢ τὰ ἀγκυρά του ἐν τῇ ἐπικρατείᾳ τοῦ Κράτους ἐν ᾧ εἶναι ἀναγκαστικὸν ὅπως ληφθῶσι παρόμοια μέτρα, ἡ ἀρμόδια ἀρχὴ τοῦ Κράτους τούτου θὰ πληροφορηθῇ ἀμέσως τὴν διπλωματικὴν ἢ προξενικὴν ἀντιπροσωπεῖαν τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους τοῦ ὁποίου τὸ περὶ οὗ πρόκειται πρόσωπον εἶναι ὑπῆκοος.

2) Ἐὰν πρόκειται περὶ περιπτώσεως μὴ ἐπιδεχομένης ἀναβολῆς, ἡ ἀρμόδια ἀρχὴ τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Κράτους δύναται, πληροφορηθεὶς συγχρόνως τὴν διπλωματικὴν ἢ προξενικὴν ἀντιπροσωπεῖαν, νὰ λάβῃ αὐτῇ τὰ ἀπαραίτητα προσωρινὰ μέτρα. Τὰ μέτρα ταῦτα θὰ ἐφαρμόζονται μέχρις ὅτου ἡ ἀρχὴ τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους εἰς ὃ ἀνήκει ὁ ὑπῆκοος ὁ μὴ ἔχων τὴν ἱκανότητα ἐξακρίσεως δικαιωμάτων, ἐνδὲσθ τὴν ἀναγκαστικὴν ἀπόφασιν καὶ μέχρις οὗ ἡ τοπικὴ ἀρχὴ ἢ διατάξασα τὰ προσωρινὰ μέτρα εἰδοποιηθῇ περὶ τούτου.

Ἰκανότης προσώπων.

*Άρθρον 21.

Ἡ ἱκανότης πρὸς δικαιοπραξίαν καθορίζεται συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους τοῦ ὁποίου τὰ πρόσωπα εἶναι ὑπῆκοοι.

Ἀναζητήσεις καὶ ἀμφισβήτησις πατρότητος.

*Άρθρον 22.

1) Ἡ ἀναζήτησις τῆς πατρότητος καὶ αἱ νομικαὶ σχέσεις μεταξὺ τοῦ ἐξωγάμου τέκνου καὶ τοῦ τεκμαιρομένου ὡς πατρός του ρυθμίζονται συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους τοῦ ὁποίου τὸ τέκνον ἦτο ὑπῆκοος κατὰ τὴν γέννησίν του.

2) Ἡ ἀμφισβήτησις τῆς πατρότητος ρυθμίζεται συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους, τοῦ ὁποίου τὸ τέκνον ἦτο ὑπῆκοος κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς γεννήσεώς του.

*Άρθρον 23.

Ἀρμοδιότητα ἐπὶ τῶν διαφορῶν ἀναζητήσεως καὶ ἀμφισβήτησεως τῆς πατρότητος (ἀρθρῶν 22) ἔχει τὸ δικαστήριον τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους τοῦ ὁποίου τὸ τέκνον ἦτο ὑπῆκοος κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς γεννήσεώς του ἢ τὸ Συμβαλλόμενον Κράτος ἐν τῇ ἐπικρατείᾳ τοῦ ὁποίου εὐρίσκεται ἡ κατοικία τοῦ τέκνου κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ἐγέρσεως τῆς ἀγωγῆς. Τοῦτο δὲν ἀποκλείει τὴν ἀρμοδιότητα τοῦ δικαστηρίου τῆς κατοικίας τοῦ πατρός ὅταν τὸ τέκνον εἶναι ὁ ἐνάγων.

Υἱοθεσία.

*Άρθρον 24.

1) Ἐὰν ὁ θετὸς γονεὺς εἶναι ὑπῆκοος τοῦ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν, τὸ δὲ θετὸν τέκνον ὑπῆκοος τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Κράτους, διὰ τὴν υἱοθεσίαν καὶ τὴν λύσιν αὐτῆς δέον ὅπως πληροῦνται οἱ οὐσιαστικοὶ ὅροι οἱ προβλεπόμενοι ὑπὸ τῆς ἐθνικῆς νομοθεσίας τῶν τοῦ υἱοθετοῦντος ὅσον καὶ τοῦ υἱοθετούμενου.

2) Ἡ διαδικασία υἱοθεσίας καὶ λύσεως αὐτῆς ὑπάγεται εἰς τὴν ἀρμοδιότητα τῶν ὀργάνων τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους τοῦ ὁποίου οἱ υἱοθετούμενοι εἶναι ὑπῆκοοι.

Κήρυξις αφανείας και θανάτου.

*Αρθρον 25.

1) Η κήρυξις αφανείας και θανάτου υπάγεται εις την αρμοδιότητα του δικαστηρίου του Συμβαλλομένου Κράτους, του οποίου υπήκοος ήτο το περί ου πρόκειται πρόσωπον κατά την στιγμήν της έξαφανίσεώς του.

2) Το δικαστήριον του ενός των Συμβαλλομένων Κρατών δύναται να κηρύξη αφαντον η θανόντα υπήκοον του άλλου Συμβαλλομένου Κράτους:

α) Τη αίτησι του προσώπου το οποίον επιθυμεί όπως ανασκήση τα κληρονομικά του δικαιώματα η τα δικαιώματά του, τα απορρέοντα εκ των περιουσιακών σχέσεων μεταξυ συζύγων, τα αναφερόμενα εις τα ακίνητα αγαθά του αφαντου ήτινα εφίσκονται εν τη επικρατεία του Συμβαλλομένου τούτου Κράτους, η

β) τη αίτησι του ενός εκ των συζύγων, εν σχέσει προς την υπαρξιν του γάμου, εάν ο σύζυγος, κατά την στιγμήν της καταθέσεως της αιτήσεως, έχη την κατοικίαν του εν τη επικρατεία του άλλου των Συμβαλλομένων Κρατών, οι δε σύζυγοι είχαν την κοινήν αυτών τελευταίαν κατοικίαν εν τη επικρατεία του ίδιου Κράτους.

3) Η κήρυξις εις αφάνειαν η θανάτου κατά την παράγραφον 2 του παρόντος άρθρου δεν δύναται να γίνη ει μη υπό τους όρους τους προβλεπομένους υπό της εθνικής νομοθεσίας του έξαφανισθέντος προσώπου.

Ανταλλαγή Ληξιαρχικών Πράξεων.

*Αρθρον 26.

1) Έκαστον των Συμβαλλομένων Κρατών θα κοινοποιή τω άλλω, άνευ τελών η έξόδων, αντίγραφα η αποσπάσματα ληξιαρχικών πράξεων αναφερομένων εις υπήκοον του Κράτους τούτου ως και σχετικώς μεταγενεστέρας πράξεις. Αι πράξεις θα κοινοποιώνται προς την διπλωματικήν η προξενικήν αντιπροσωπεΐαν.

2) Τα αντίγραφα των πράξεων της προηγούμενης παραγράφου θα κοινοποιούνται άμελητί, κατά το τέλος εκάστου τριμήνου.

Κοινοποίησις των ληξιαρχικών πράξεων.

*Αρθρον 27.

1) Τα δύο Συμβαλλόμενα Κράτη αναλαμβάνουν την υποχρέωσιν όπως κοινοποιούν προς άλληλα αντίγραφα ληξιαρχικών πράξεων άνευ τελών η έξόδων, εάν ζητούνται δια διοικητικήν χρήσιν.

2) Αι σχετικαί αιτήσεις κοινοποιούνται δια της διπλωματικής η προξενικής οδού.

3) Η αιτήσις εκδόσεως των αντιγράφων τούτων ως και η εκδοσις των δεν προδικάζουν το ζήτημα της υπηκοότητος.

*Αρθρον 28.

Δια του όρου «ληξιαρχικαί πράξεις» του χρησιμοποιουμένου εν τοις άρθροις 26 και 27 νοούνται τα αποσπάσματα εκ των βιβλίων γεννήσεων, των βιβλίων γάμων και τω βιβλίων θανάτων.

Επικύρωσις των έγγραφων.

*Αρθρον 29.

1) Τα δημόσια έγγραφα τα συντασσόμενα η εκδιδόμενα υπό των δικαστικών αρχών εντός του ενός των Συμβαλλομένων Κρατών, φέροντα την επίσημον σφραγίδα, απαλλάσσονται πάσης επικυρώσεως κατά την χρησιμοποιήσιν των ενώπιον των δικαστηρίων η άλλων κρατικών οργάνων του άλλου Συμβαλλομένου Κράτους.

Όμοίως απαλλάσσονται της επικυρώσεως τα έγγραφα τα εκδιδόμενα υπό των διοικητικών αρχών η οργάνων, εφ' όσον επικυρώθησαν.

α) Εν τω Βασιλείω της Ελλάδος υπό των κεντρικών αρχών και υπό όλων των Γενικών Διοικήσεων.

β) Εν τη Λαϊκή Όμοσπονδιακή Δημοκρατία της Γιουγκοσλαβίας υπό των όμοσπονδιακών αρχών και των αρχών των Λαϊκών Δημοκρατιών.

2) Τα άνωτέρω επίσης εφαρμόζονται και δια τα αντίγραφα δημοσίων έγγραφων τα επικυρωμένα υπό των δικαστικών η διοικητικών αρχών.

*Αρθρον 30.

Τα ιδιωτικά έγγραφα επίσης κεκυρωμένα υπό δικαστηρίου η άλλου αρμοδίου οργάνου ενός των Συμβαλλομένων Κρατών, δεν χρήζουν επικυρώσεως προς χρήσιν ενώπιον των δικαστηρίων η άλλων οργάνων του άλλου Συμβαλλομένου Κράτους. Κοινοποίησις των κανόνων δικαίου.

*Αρθρον 31.

Το Υπουργείον των Έξωτερικών της Λαϊκής Όμοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γιουγκοσλαβίας και το Υπουργείον Έξωτερικόν του Βασιλείου της Ελλάδος θα κοινοποιούν άμοιβαίως, τη αίτησι, το κείμενον των εν ισχύι εν τη Επικρατεία του Κράτους των διατάξεων και, εν ανάγκη, πληροφορίας επί ώρισμένων νομικών ζητημάτων.

ΔΕΥΤΕΡΟΝ ΜΕΡΟΣ

Δικαστική άρωγή επί ποινικών υποθέσεων.

*Αρθρον 32.

Τα Συμβαλλόμενα Κράτη αναλαμβάνουν την υποχρέωσιν όπως προσφέρουν άμοιβαίως δικαστικήν άρωγήν επί ποινικών υποθέσεων.

*Αρθρον 33.

Η δικαστική άρωγή επί ποινικών υποθέσεων δεν θα λαμβάνη χώραν εάν η πράξις η αποτελούσα το αντικείμενον της ποινικής διαδικασίας δεν είναι τιμωρητέα συμφώνως προς την νομοθεσίαν του προς δ η αίτησις Κράτους η εάν συνιστά πολιτικόν αδίκημα καθαρως στρατιωτικόν η φορολογικόν.

*Αρθρον 34.

Η δικαστική άρωγή δύναται να μη παρασχεθῆ:

1) Εάν το προς δ η αίτησις Κράτος θεωρηῆ ότι η δικαστική άρωγή θίγει τα κυριαρχικά αυτου δικαιώματα η την ανεξαρτησία του, η εάν η εκτέλεσις της δικαστικής παραγγελίας είναι αντίθετος προς την δημοσίαν αυτου τάξιν.

2) Εάν ο κατηγορούμενος είναι υπήκοος του προς δ η αίτησις Κράτους και δεν εφίσκεται εν τη Επικρατεία του Κράτους εξ ου προέρχεται η δικαστική παραγγελία.

*Αρθρον 35.

Η δικαστική άρωγή επί ποινικών υποθέσεων περιλαμβάνει:

α) Την επίδοσιν πράξεων ποινικής διαδικασίας εις πρόσωπα εφίσκόμενα επί του εδαφους των Συμβαλλομένων Κρατών και

β) τας δικαστικας παραγγελίας τας σχετικας με την εκτέλεσιν πράξεων προανακρίσεως και ανακρίσεως, οίαι η εξέτασις του κατηγορουμένου, η άκρόασις μαρτύρων και πραγματογνωμόνων, η αυτοψία, η κατ' οίκον επίσκεψις, η κατάσχεςις αντικειμένων και η παράδοσις πράξεων και αντικειμένων αναφερομένων εις ώρισμένην ποινικήν διαδικασίαν. Εν τούτοις, τα έγγραφα και τα αντικείμενα ταυτα δεν θα παραδίδωνται ει μη εάν εφίσκωνται υπό την φύλαξιν των οργάνων του προς δ η αίτησις Κράτους και εάν ειδικοί λόγοι δεν αντιτίθενται εις τουτο. Δέον όπως αποδίδωνται το ταχύτερον.

*Αρθρον 36.

1) Εάν άτομόν τι, οιαδήποτε και αν είναι η υπηκοότης του, λάθῃ εν τη Επικρατεία του ενός των δύο Συμβαλλομένων Κρατών κλησιν δια μίαν υπόθεσιν ποινικήν η αστικήν και παρυσιασθῆ έθελουσίως ενώπιον του δικαστηρίου του άλλου Συμβαλλομένου Κράτους ως μάρτυς η έμπειρογνώμων, δεν δύναται να διωχθῆ η να υποστῆ στέρησιν της ελευθερίας του λόγω προηγούμενων άξιοποιώνων πράξεων η καταδικών, ουτε ως συνένοχος του ποινικού αδικήματος του αποτελούντος το αντικείμενον της διαδικασίας εν τη οποία εμφανίζεται ως μάρτυς η έμπειρογνώμων. Έξομοιούνται προς τα ποινικά αδικήματα και προς τας καταδικας αι άξιοποιοι πράξεις και αι περι ποινής αποφάσεις δια τας οποιας η δίκη έγινετο ενώπιον διοικητικών οργάνων, ητοι αι αποφάσεις αιτινες ελήφθησαν υπό των τελευταίων τούτων οργάνων.

2) Εν τούτοις το εις την παράγραφον 1 του παρόντος άρθρου αναφερόμενον άτομον στερείται του προνομίου τούτου εάν δεν εγκαταλείψῃ το εδαφος του Κράτους ενώπιον του δικασ-

στηρίου του οποίου παρουσιάσθη, εντός προθεσμίας πέντε ημερών αφ' ότου πληροφορήθη παρά του δικαστηρίου ότι ήτο ελεύθερον και εφ' όσον έσχε πράγματι την δυνατότητα να έγχαταλείψη το έδαφος του εν λόγω Κράτους, εντός της προθεσμίας ταύτης.

3) Έν τή δικαστική παραγγελία δέον όπως προσδιορίζεται το ποσόν το άντιπροσωπεύον την κάλυψιν των δαπανών ταξειδίου και διαμονής. Το Κράτος έξ ου προέρχεται ή δικαστική παραγγελία θέλει καταβάλει τῷ κλητευομένῳ άτομῳ, τῇ αίτησει του, προκαταβολήν διά την κάλυψιν των δαπανών ταξειδίου και διαμονής.

4) Οί μάρτυρες δικαιούνται αποζημιώσεως λόγω διαφυγόντος κέρδους, και οί έμπειρογνώμονες απολαύουσι επί πλέον του δικαιώματος αποζημιώσεως διά την πραγματογνωμοσύνην.

Άρθρον 37.

1) Έάν όποδειχθῆ απαραίτητον δι' έν δικαστήριον του ένός των συμβαλλομένων Κρατών ν' άκούση αφ' ευθείας ως έμπειρογνώμονα ή μάρτυρα πρόσωπον έστερημένον της ελευθερίας του έν τῇ επικρατείᾳ του έτέρου Συμβαλλομένου Κράτους, το Υπουργείον των Έξωτερικῶν της Λαϊκῆς Όμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας της Γιουγκοσλαβίας και άντιστοίχως το Υπουργείον των Έξωτερικῶν του Βασιλείου της Ελλάδος θά είναι δυνατόν να παρακληθούσιν όπως παραδώσουν προσωρινῶς το περί ου πρόκειται πρόσωπον.

2) Η αίτησις θέλει γίνει αποδεκτή εάν το άτομον συγκατάτιθεται και εάν ειδικοί λόγοι δέν αντιτίθενται εις τοῦτο. Το έν λόγω άτομον δέον όπως επιστραφῆ το ταχύτερον δυνατόν. Επί του προκειμένου θέλει εφαρμοσθῆ ή διάταξις του άρθρου 36, παράγραφος 1 της παρούσης Συμβάσεως.

3) Υπό τους έν τῷ άρθρῳ 36 παρ. 1 και έν ταῖς προηγουμέναις παραγράφοις του παρόντος άρθρου όρους, δύναται έπίσης να έπιτραπῆ ή διέλευσις ατόμου συλληφθέντος έντός τρίτου Κράτους διά της επικρατείας του ένός των Συμβαλλομένων Κρατων, έν όψει ανακρίσεώς του έν τῷ έτέρῳ Συμβαλλομένῳ Κράτει.

Άρθρον 38.

Τῇ αίτησει του ένός των Συμβαλλομένων Κρατών, το έτερον Συμβαλλόμενον Κράτος θά έπιστρέφῃ τὰ αντικείμενα και εις την περίπτωσην έτι και ήν ή έκδοσις δέν έχει έπιτραπῆ, τὰ αντικείμενα άτινα ό δράστης κατά την εκτέλεσιν του ποινικοῦ αδικήματος είχαν αποκομίσει μεθ' έαυτοῦ εκ της επικρατείας του αίτουτος Κράτους, ή τὰ αντικείμενα άτινα ό δράστης του αδικήματος απέκτησεν εις αντικατάστασιν των προαναφερθέντων αντικειμένων. Έάν αναφυῆ άμφισβήτησις άναφορικῶς πρὸς την φύλαξιν των έμπειρογνωμομένων αντικειμένων, τὰ δικαστήρια του Κράτους έν ὧ τὰ αντικείμενα ταῦτα εύρίσκονται αποφαινόνται επί της διαφοράς.

2) Το πρὸς ὃ ή αίτησις Κράτος δύναται να κρατήσῃ προσωρινῶς τὰ έν τῇ προηγουμένη παραγράφῳ αναφερόμενα αντικείμενα, εάν τοῦτο είναι απαραίτητον διά την ποινικὴν διαδικασίαν ήτις διεξάγεται έν τῇ επικρατείᾳ του.

Άρθρον 39.

Έπί ποινικῆς υποθέσεως, αναφορικῶς πρὸς την κοινοποίησιν πράξεως και τὰς δικαστικὰς παραγγελίας εφαρμόζονται αἱ διατάξεις των άρθρων 7—12, 13 παράγραφος 1 και 14—17 της παρούσης Συμβάσεως.

Κοινοποίησις καταδικαστικῶν αποφάσεων.

Άρθρον 40.

1) Τα Συμβαλλόμενα Κράτη θέλουσι κοινοποιεῖ άμοιβαίως διά της διπλωματικῆς ὁδοῦ, ανά τρίμηνον, αντίγραφα των φύλλων καταδικῆς των αποκτησασῶν ισχύν δεδικασμένου αποφάσεων αίτινες άφοροῦν υπηκόους του έτέρου Συμβαλλομένου Κράτους.

2) Επίσης, τὰ Συμβαλλόμενα Κράτη θέλουσι κοινοποιεῖ άμοιβαίως τὰς μεταγενεστέρας αποφάσεις τὰς σχετικὰς πρὸς παρομοίας αποφάσεις αίτινες θά έγγράφωνται εις τὰ βιβλία των καταδικῶν.

3) Έξ άλλου τὰ Συμβαλλόμενα Κράτη θέλουσι κοινοποιεῖ άμοιβαίως, τῇ αίτησει, εις ειδικὰς περιπτώσεις, άποσπάσματα των έν τῇ παραγράφῳ 1 του παρόντος άρθρου αναφερομένων αποφάσεων.

Άρθρον 41.

Τὰ Συμβαλλόμενα Κράτη θέλουσι κοινοποιεῖ άμοιβαίως τῇ αίτησει διά της διπλωματικῆς ὁδοῦ, πληροφορίας άναφορικῶς πρὸς έγγραφὰς έν τῷ βιβλίῳ των καταδικῶν.

α) άφωρώσας υπηκόους του Κράτους το όποῖον αίτεῖται τούτῳ πληροφορίας.

β) άφωρώσας άλλα πρόσωπα κατά των οποίων έχει άσκηθῆ ποινικῆ δίωξις έν τῇ επικρατείᾳ του αίτουτος Κράτους εφ' όσον τὰ πρόσωπα ταῦτα εύρίσκονται έν τῇ επικρατείᾳ του έτέρου Κράτους. Το πρὸς ὃ ή αίτησις Κράτος δύναται να άρνηθῆ να παράσχη τὰς ζητούμενας πληροφορίας εάν το πρόσωπον εις ὃ αἱ πληροφορίαὶ αὐταὶ αναφέρονται τυγχάνῃ υπήκοος αὐτοῦ.

Άρθρον 42.

1) Τα Συμβαλλόμενα Κράτη άναλαμβάνουν την υποχρέωσιν όπως κοινοποιεῦν άμοιβαίως πληροφορίας επί αδικημάτων διαπραχθέντων έν τῇ επικρατείᾳ των υπό υπηκόων του έτέρου Κράτους, ὅτινες εισῆλθον, μετά την διάπραξιν του αδικήματος, εις το έδαφος του Κράτους του οποίου τυγχάνουσιν υπήκοοι.

2) Αντίγραφα, φωτοαντίγραφα και φωτογραφία πάντων των γνωστῶν άποδεικτικῶν μέσων ως και περιγραφή των πειστηρίων και ένδεχομένων εκθέσεων αὐτοψίας θέλουσι παραδοθῆ μετά των έν τῇ προηγουμένη παραγράφῳ αναφερομένων πληροφοριῶν.

Δαπάναι.

Άρθρον 43.

1) Τα έξοδα τὰ προκληθέντα εκ της εκτελέσεως της κοινοποιήσεως και της δικαστικῆς άρωγῆς επί ποινικῶν υποθέσεων, καθὼς και εκ της άποστολῆς πληροφοριῶν, βαρύνουν το Κράτος έν τῇ επικρατείᾳ του οποίου προεκληθῆσαν.

2) Έν τούτοις τὰ έξοδα τὰ προκληθέντα εκ της εκτελέσεως δικαστικῆς παραγγελίας ήτις ζητεῖ την διεξαγωγήν άποδείξεων διά πραγματογνωμοσύνης ή την άποστολήν προσωπο έστερημένου της ελευθερίας του έν τῇ επικρατείᾳ του πρὸς ὃ ή αίτησις Κράτους, βαρύνουν το Κράτος έξ ου προέρχεται ή δικαστικῆ παραγγελία.

Έκδοσις και μεταγωγή

ατόμων κατηγορουμένων και δικασθέντων.

Όροι εκδόσεως.

Άρθρον 44.

Τὰ Συμβαλλόμενα Κράτη άναλαμβάνουν την υποχρέωσιν όπως παραδίδουν άμοιβαίως, υπό τους έν τῇ παρούσῃ Συμβάσει προβλεπομένους όρους, τὰ πρόσωπα άτινα διώκονται ή κατά των οποίων έχει εκδοθῆ καταδικαστικῆ άπόφασις άποκτήσασα ισχύν δεδικασμένου έν τῷ αίτούντι την εκδοσιν Κράτει.

Άρθρον 45.

1) Το πρὸς ὃ ή αίτησις Κράτος θέλει συναινεῖ εις την εκδοσιν ατόμου το όποῖον διώκεται ποινικῶς έν τῷ αίτούντι την εκδοσιν Κράτει διά κακούργημα ή πλημμέλημα άξιόπιστων κατά τους Ποινικοὺς νόμους των δύο Συμβαλλομένων Κρατών, εάν οί νόμοι άμφοτέρων των Μερῶν έπιτρέπωσι τῇ άπαγγελίᾳ ποινῆς στερητικῆς της ελευθερίας, διαρκείας τουλάχιστον δύο ετών ή βαρύτερων ποινῶν.

2) Εἰς τὰς περιπτώσεις της παραγρ. 1 ως άπόδειξις του βασίμου της περι εκδόσεως αίτήσεως άρκει όπως προσαχθῆ ή πράξις του άρμοδίου ὀργάνου του αίτουτος Κράτους ή διατάσσουσα την ποινικὴν δίωξιν, την σύλληψιν, την προσωρινὴν σύλληψιν, την παραπομπήν του ύποδίκου ή κατηγορουμένου εις την κατασταλικὴν δικαιοδοσίαν ή άλλη τις πράξις έχουσα την αὐτὴν ισχύν. Αἱ πράξεις αὐταὶ δέον όπως περιλαμβάνωσι την περιγραφὴν της παραβάσεως δι' ήν ζητεῖται ή εκδοσις, το κείμενον του ποινικοῦ νόμου του αίτου-

τος Κράτους, ὅστις ἐφαρμόζεται ἐπὶ τῆς παραβάσεως καὶ ὁρίζει τὴν σχετικὴν ποινὴν, τὸν χρόνον καὶ τὸν τόπον τῆς ἐκτελέσεως τῆς παραβάσεως καὶ τὸν νομικὸν αὐτῆς χαρακτηρισμόν.

* Ἄρθρον 46.

Ἐν ἡ περιπτώσει οἱ νόμοι τοῦ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν πλῆττον διὰ τῆς ποινῆς τοῦ θανάτου ἐγκλημα ὅπερ, κατὰ τοὺς νόμους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Κράτους, ἐπιούρει μόνον στερητικὴν τῆς ἐλευθερίας ποινὴν, ἡ ἔκδοσις δὲν δύναται νὰ ἐπιτραπῇ εἰμὴ μόνον ἐφόσον αἱ ἀρχαὶ τοῦ αἰτούντος Κράτους ἀναλαμβάνωσι δι' ἐπίσημου δηλώσεως τὴν ὑποχρέωσιν ὅτι ἐν τῇ συγκεκριμένῃ περιπτώσει ἡ θανατικὴ ποινὴ δὲν θέλει ἐκτελεσθῆ.

* Ἄρθρον 47.

1) Ὑπὸ τοὺς ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ ἄρθρου 45 τῆς παρούσης Συμβάσεως ὀριζομένους ὅρους τὸ πρὸς δ ἡ αἴτησις Κράτος θέλει ἐπίσης ἐπιτρέψει τὴν ἔκδοσιν τοῦ ἀτόμου τὸ ὅποιον κατεδικάσθη δι' ἀποφάσεως ἐχούσης ἰσχὴν δεδικασμένου εἰς στερητικὴν τῆς ἐλευθερίας ποινὴν τοῦλάχιστον ἑξ μηνῶν, ἢ βαρυτέραν ποινὴν.

2) Αἱ δικαστικαὶ ἀποφάσεις αἰτινες ἀπέκτησαν ἰσχὴν δεδικασμένου εἶναι ἀπόδειξις τοῦ βασίμου τῆς αἰτήσεως ἐκδόσεως, εἴτε ἀπηγγέλθησαν παρουσία τῶν ἀτόμων εἰς ἀ ἀναφέρονται εἴτε ἐρήμην. Ἐὰν ἡ ἀποκτήσασα ἰσχὴν δεδικασμένου ἀπόφασις ἀπηγγέλθη ἐρήμην, τὰ Συμβαλλόμενα Κράτη συμφωνοῦν ὅπως μὴ προβαίνουν εἰς ἐκτέλεσιν τῆς ἀποφάσεως κατὰ τοῦ ἐκδιδομένου ἀτόμου ἀλλὰ ἐπαναλαμβάνουν τὴν διαδικασίαν καὶ δικάζουν τὸ ἐκδοθὲν ἄτομον παρουσία του.

* Ἄρθρον 48.

Τὸ πρὸς δ ἡ αἴτησις Κράτος δύναται νὰ ἀπορρίψῃ τὴν αἴτησιν ἐκδόσεως :

α) Ἐὰν τὸ ἀδίκημα δι' ὃ ζητεῖται ἡ ἔκδοσις διεπραχθῇ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του.

β) Ἐὰν ἡ ἔκδοσις ζητεῖται δι' ἀδίκημα διαπραχθὲν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τρίτου Κράτους καὶ ἔχει ἤδη ἐκδοθῆ, ἐν τῷ Κράτει τούτῳ, ἀπόφασις.

γ) Ἐὰν τὸ ἀδίκημα διεπραχθῇ ἐκτὸς τοῦ ἐδάφους τοῦ αἰτούντος Κράτους ὑπὸ ἀτόμου ξένου πρὸς τὸ ὡς ἄνω Κράτος, ἡ δὲ νομοθεσία τοῦ πρὸς δ ἡ αἰτήσις Κράτους δὲν ἐπιτρέπει τὴν δίωξιν τῶν αὐτῶν ἀδικημάτων διαπραχθέντων ἐκτὸς τῆς ἐπικρατείας του.

* Ἄρθρον 49.

Ἡ αἴτησις ἐκδόσεως δὲν γίνεται δεκτὴ κατὰ τὰς ἀκολούθους περιπτώσεις :

α) Ἐὰν τὸ ἄτομον τοῦ ὁποίου ζητεῖται ἡ ἔκδοσις εἶναι ὑπήκοος τοῦ πρὸς δ ἡ αἴτησις Κράτους,

β) ἐὰν ἔχει ἐκδοθῆ ἀπόφασις ἐχούσα ἰσχὴν δεδικασμένου διὰ τὸ αὐτὸ ἀδίκημα ὑπὸ δικαστηρίου τοῦ πρὸς δ ἡ αἴτησις Κράτους, κατὰ τοῦ ἀτόμου τοῦ ὁποίου ζητεῖται ἡ ἔκδοσις. Ἀλλὰ, ἡ ἔκδοσις θὰ ἐπιτρέπεται ἐὰν κατὰ τὸν νόμον τοῦ πρὸς δ ἡ αἴτησις Κράτους ὑφίστανται οἱ ὅροι οἱ ἐπιτρέποντες τὴν ἐπανάληφιν τῆς διαδικασίας διὰ τὸ περὶ οὗ πρόκειται ἀδίκημα,

γ) ἐὰν, κατὰ τὸ δίκαιον τοῦ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν, ἔχει ἐπέλθει παραγραφή τῆς ποινικῆς δίωξεως ἢ τῆς ἐκτελέσεως τῆς ποινῆς, πρὶν ἢ διατυπωθῇ ἡ αἴτησις καὶ γενικῶς εἰς πᾶσαν περιπτώσιν καθ' ἣν ἀποσβέννυται ἡ ποινικὴ ἀξίωσις τοῦ αἰτούντος Κράτους,

δ) ἐὰν δὲν ἐγένετο πρότασις ἢ δὲν κατετέθη μῆνυσις πρὸς ποινικὴν δίωξιν, εἰς τὰς περιπτώσεις καθ' ἃς, συμφῶνως πρὸς τὸ δίκαιον τοῦ αἰτούντος Κράτους ἢ τοῦ Κράτους ἐν ᾧ τὸ ἀδίκημα διεπραχθῇ, ἡ ποινικὴ δίωξις προϋποθέτει δικτύωσιν προτάσεως ἢ κατάθεσιν μηνύσεως.

* Ἄρθρον 50.

Ἐκδοσις δὲν χωρεῖ διὰ πολιτικὰ ἀδικήματα.

* Ἄρθρον 51.

Ἡ ἔκδοσις δὲν ἐπιτρέπεται διὰ καθαρῶς στρατιωτικὰς παραβάσεις, διὰ ἀδικήματα τοῦ τύπου, ἐν κυριολεξίᾳ καὶ διὰ φορολογικὰς παραβάσεις.

Διαδικασία ἐκδόσεως.

* Ἄρθρον 52.

1) Ἡ αἴτησις ἐκδόσεως δέον νὰ γίνεται πάντοτε διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ. Τὰ Συμβαλλόμενα Κράτη θέλουσι, θιὰ τῆς αὐτῆς ὁδοῦ, κοινοποιεῖ ἀμοιβαίως πᾶσαν πληροφορίαν καὶ ἀπόφασιν σχετικῶς πρὸς τὴν ἔκδοσιν.

2) Ἡ αἴτησις ἐκδόσεως, ἐκτὸς τῶν ἀποδείξεων περὶ ὧν τὸ ἄρθρον 45 παράγραφος 2 καὶ τὸ ἄρθρον 47 παράγραφος 2 τῆς παρούσης Συμβάσεως, δέον νὰ συνοδεύηται :

α) Ὑπὸ τῶν ἀποδείξεων ἢ τῶν δεδομένων τῶν σχετικῶν πρὸς τὴν ὑπηκοότητα τοῦ ζητουμένου ἀτόμου,

β) ὑπὸ τῶν δεδομένων καὶ τῶν μέσων ἐξακριβώσεως τῆς ταυτότητος τοῦ ζητουμένου ἀτόμου καὶ, εἰ δυνατόν, ἄλλων δεδομένων ἐπιτροπέων τὴν ταχεῖαν ἀνακάλυψίν του, ἐὰν δὲν ἔχῃ ἤδη ἐξακριβωθῇ ἡ ταυτότης του ἐν τῷ πρὸς δ ἡ αἴτησις Κράτει.

γ) ὑπὸ τοῦ κεμένου τοῦ ποινικοῦ νόμου τοῦ ἀναφερομένου εἰς τὸ ἀδίκημα δι' ὃ ζητεῖται ἡ ἔκδοσις, τόσον τοῦ Κράτους τὸ ὁποῖον ὑποβάλλει τὴν αἴτησιν ἐκδόσεως ὅσον καὶ τοῦ Κράτους ἐν ᾧ τὸ ἀδίκημα διεπραχθῇ.

3) Ἐὰν ἡ ἔκδοσις ζητῆται συμφῶνως πρὸς τὸ ἄρθρον 47 τῆς παρούσης Συμβάσεως, εἶναι ἀναγκαῖον ὅπως προσαρτηθῇ ἐπίσης ἡ ἀπόδειξις περὶ τοῦ ὅτι ἡ ἀπόφασις ἀπέκτησεν ἰσχὴν δεδικασμένου.

4) Ἡ αἴτησις καὶ ἅπαντα τὰ συνημμένα ἔγγραφα δέον νὰ ἔχουν μεταφρασθῇ εἰς τὴν ἐπίσημον γλῶσσαν τοῦ πρὸς δ ἡ αἴτησις Κράτους. Ἄπαντα τὰ ἔγγραφα ταῦτα κοινοποιοῦνται εἰς τὸ πρωτότυπον ἢ εἰς κεκρωμένα ἀντίγραφα.

5) Ἡ τυπικὴ ἰσχύς ἐκτιμᾶται κατὰ τὸ δίκαιον τοῦ αἰτούντος Κράτους.

* Ἄρθρον 53.

1) Ἐὰν ὑφίστανται οἱ ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως προβλεπόμενοι ὅροι διὰ τὴν ἔκδοσιν, τὸ πρὸς δ ἡ αἴτησις Κράτος ὑποχρεοῦται ὅπως, ἀμέσως ἅμα τῇ λήψει τῆς αἰτήσεως ἐκδόσεως, λάβῃ μέτρα πρὸς ἀνακάλυψιν τοῦ ζητουμένου ἀτόμου καὶ πρὸς ἐκτέλεσιν τῆς αἰτήσεως ἐν ἀνάγκῃ δὲ θέλει διατάξει τὴν σύλληψίν του μόλις ἀνακαλυφθῇ.

2) Ἐὰν δὲν εἶναι δυνατόν νὰ διαπιστωθῇ μετὰ βεβαιότητος, βάσει τῶν συνημμένων εἰς τὴν αἴτησιν ἐκδόσεως ἐγγράφων, ὅτι συντρέχουσιν οἱ ἀπαιτούμενοι διὰ τὴν ἔκδοσιν ὅροι, τὸ πρὸς δ ἡ αἴτησις Κράτος θέλει ζητήσει παρὰ τοῦ αἰτούντος Κράτους ὅπως τῷ κοινοποιήσῃ, ἐντὸς ὀρισμένης προθεσμίας, συμπληρωματικὰς πληροφορίας καὶ δεδομένα. Ἡ προθεσμία αὕτη δύναται νὰ παραταθῇ τῇ αἰτήσει τοῦ αἰτούντος Κράτους.

3) Ἐὰν ἐντὸς ὀρισμένης προθεσμίας δὲν δοθῇ συνέχεια εἰς τὴν αἴτησιν τοῦ πρὸς δ ἡ αἴτησις ἐκδόσεως Κράτους, ἡ διαδικασία ἐκδόσεως ἀναστέλλεται καὶ τὸ ζητούμενον ἄτομον ἐλευθεροῦται. Τοῦτο δὲν ἐμποδίζει ὅπως ἡ διαδικασία ἐκδόσεως συνεχισθῇ ὅταν δοθῇ μεταγενεστέρως συνέχεια εἰς τὴν αἴτησιν τοῦ πρὸς δ ἡ αἴτησις (ἐκδόσεως) Κράτους.

* Ἄρθρον 54.

1) Ἐπὶ τῇ ἀπ' εὐθείας αἰτήσει τοῦ δικαστηρίου ἢ τοῦ ἀρμοδίου πρὸς δίωξιν ὄργανου ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν, ἀπευθυνομένη γραπτῶς ἢ τηλεγραφικῶς, τὸ πρὸς δ ἡ αἴτησις Κράτος, συμφῶνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν του, θέλει λάβῃ προσωρινὰ μέτρα ἀσφαλείας, συμπεριλαμβανομένης καὶ τῆς σύλληψεως τοῦ ἀτόμου οὕτινος ζητεῖται ἡ ἔκδοσις, ἐὰν ἡ αἴτησις ἀναφέρῃ ἐν τῶν ἐγγράφων τῶν μνημονευομένων ἐν τῷ ἄρθρῳ 45 παράγραφος 2 καὶ ἄρθρῳ 47 παράγραφος 2 τῆς παρούσης Συμβάσεως, ὡς καὶ τὴν ἀρχὴν ἐξ ἧς προέρχεται τὸ ἔγγραφο, τὸν ἀριθμὸν καὶ τὴν ἡμερομηνίαν τοῦ ἐγγράφου τούτου.

2) Ἡ ἐν παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀναφερομένη διαδικασία ἀναστέλλεται ἐὰν ἡ αἴτησις ἐκδόσεως δὲν κοινοποιήθῃ ἐντὸς τῆς προθεσμίας τῆς ταχθείσης ὑπὸ τῆς ἀρμοδίας ἀρχῆς τοῦ πρὸς δ ἡ αἴτησις Κράτους. Τῇ ἡτιολογημένη αἰτήσει τοῦ Κράτους ἐξ οὗ προέρχεται ἡ αἴτησις, ἐκδόσεως ἡ προθεσμία αὕτη δύναται νὰ παραταθῇ.

3) Ἡ ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀναφερο-

μένη αίτησις δέον να επιβεβαιωθῆ διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

4) Τὸ ὑποβάλλον τὴν αἴτησιν ἐκδόσεως Κράτος θέλει εἰδοποιηθῆ ἄνευ ἀναβολῆς περὶ τῆς προσωρινῆς κρατήσεως ἢ ἄλλων προσωρινῶν μέτρων ἀσφαλείας, ἢ τῶν λόγων ἐνεκα τῶν ὁποίων ἡ αἴτησις δὲν ἐξετελέσθη.

5) Τὰ ἀρμόδια ὄργανα τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν δύναται ἐπίσης, ἄνευ διατυπώσεως αἰτήσεως, συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, νὰ θέσουν ὑπὸ προσωρινὴν κράτησιν ἄτομον τὸ ὁποῖον εὐρίσκεται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῶν, ἐὰν πληροφορηθοῦν ὅτι διέπραξε, ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Κράτους, ἀδίκημα δι' ὃ ἡ παρῶσα Σύμβασις ἐπιτρέπει τὴν ἐκδοσιν. Τὸ ἕτερον Κράτος θέλει εἰδοποιηθῆ ἀμέσως περὶ τούτου.

*Ἄρθρον 55.

1) Ἡ ὀλικὴ ἢ μερικὴ ἀπορριψίς τῆς αἰτήσεως ἐκδόσεως ἢ ἡ ἀναβολὴ τῆς ἐκτελέσεώς της δέον νὰ αἰτιολογῶνται.

2) Πληροφοροῦν τὸ ὑποβαλὼν τὴν αἴτησιν ἐκδόσεως Κράτος περὶ τοῦ ὅτι αὕτη ἐγένετο δεκτὴ, τὸ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Κράτος θέλει κοινοποιεῖ ἐγκαιρῶς τὴν ὥραν καὶ τὸ σημεῖον τῶν συνόρων ὅπου θέλει λάβῃ χώραν ἢ παράδοσις.

*Ἄρθρον 56.

Τὸ αἰτοῦν τὴν ἐκδοσιν Κράτος, ἐκτὸς ἐν περιπτώσει ἀνωτέρας βίας, ὀφείλει νὰ παραλάβῃ ἐκ τοῦ προσδιορισθέντος μέρους τὸ παραδιδόμενον ἄτομον ἐντὸς 3 τὸ πολὺ ἡμερῶν, ἀπὸ τῆς καθορισθείσης διὰ τὴν παράδοσιν ἡμερομηνίας. Ἄλλως τὸ περὶ οὗ πρόκειται ἄτομον ἐλευθεροῦται.

*Ἄρθρον 57.

1) Τὸ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Κράτος θέλει ἀποφανθῆ περὶ τῆς αἰτήσεως ἐκδόσεως καὶ ἐν περιπτώσει ἐτι καθ' ἣν ποινικὴ δίωξις ἤρχισεν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του κατὰ τοῦ ἀτόμου οὕτινος ζητεῖται ἢ ἐκδοσις ἢ ἐν περιπτώσει καθ' ἣν τὸ ἄτομον τοῦτο ἔχει καταδικασθῆ δι' ἕτερον ἀδίκημα. Ἐὰν ἡ αἴτησις ἐκδόσεως γίνῃ δεκτὴ, ἢ παράδοσις ἀναβάλλεται μέχρις ὅτου τὸ περὶ οὗ πρόκειται ἄτομον ἐκτίσῃ τὴν ποινὴν του ἢ μέχρις ὅτου ἀνασταλῆ κατ' ἄλλον τρόπον ἢ διαδικασίᾳ.

2) Καὶ εἰς τὴν περίπτωσιν ἐπὶ τὴν προβλεπομένην ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὸ ζητούμενον ἄτομον δύναται νὰ παραδοθῆ προσωρινῶς εἰς τὸ αἰτοῦν τὴν ἐκδοσιν Κράτος, πρὸς συνέχισιν τῆς ἀνακρίσεως, ἀλλὰ τὸ Κράτος τοῦτο ὀφείλει ὅπως ἐπιστρέψῃ τὸ ἄτομον εἰς τὸ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις (ἐκδόσεως) Κράτος τὸ βραδύτερον ὅταν ἐκδοθῆ ἀπόφασις διὰ τὴν πρᾶξιν δι' ἣν παρεδόθη προσωρινῶς καὶ πάντως τὸ βραδύτερον ἐντὸς τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς παραδόσεως.

*Ἄρθρον 58.

Ἐὰν ἡ παράδοσις ἀτόμου τινὸς ζητῆται παρὰ πλείονων Κρατῶν διὰ τὸ αὐτὸ ἢ διὰ διάφορα ἀδικήματα, τὸ πρὸς ὃ αἱ αἰτήσεις Κράτος θέλει ἀποφανθῆ ἐκάστοτε ἀναλόγως τῶν περιπτώσεων ποῖαν τῶν αἰτήσεων θὰ ἀποδεχθῆ.

*Ἄρθρον 59.

1) Τὸ ἐκδοθὲν ἄτομον δὲν δύναται νὰ διωχθῆ ποινικῶς καὶ δὲν δύναται νὰ καταδικασθῆ δι' ἀδίκημα διαπραχθὲν πρὸ τῆς ἐκδόσεως, ἐὰν τὸ ἀδίκημα τοῦτο δὲν ὑπαγόρευσε τὴν ἐκδοσιν ὡς ἐπίσης δὲν δύναται νὰ παραδοθῆ, διὰ τοιοῦτο ἀδίκημα, εἰς τρίτον Κράτος πρὸς κρίσιν ἢ πρὸς ἔκτισιν ποινῆς ἐκτὸς ἐὰν ἐπιτευχθῆ προηγουμένως ἢ ἐκ τῶν ὑστέρων συγκατάθεσις τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους τοῦ ἐπιτρέψαντος τὴν ἐκδοσιν. Ἡ συγκατάθεσις ζητεῖται κατὰ τὸν τύπον τὸν ὀριζόμενον διὰ τὴν αἴτησιν ἐκδόσεως μετὰ τῶν δικαιολογητικῶν ἐγγράφων, τῶν ἀπαριθμουμένων ἐν ἄρθρῳ 45.

2) Ἡ συγκατάθεσις δὲν θὰ ζητεῖται ἐὰν τὸ ἐκδοθὲν ἄτομον δὲν ἐγκαταλείψῃ τὸ ἔδαφος τοῦ Κράτους εἰς ὃ παρεδόθη κατόπιν τῆς λήξεως προθεσμίας ἐνὸς μηνὸς ἀπὸ τῆς ἡμέρας τοῦ τερματισμοῦ τῆς ποινικῆς διαδικασίας καὶ, ἐὰν κατεδικάσθη, μετὰ τὴν πάροδον μηνὸς ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν ἐξέτισε τὴν ποινὴν του ἢ ἐπέτυχεν ἄφεσιν ταύτης,

ἢ ἐὰν τὸ ἄτομον τοῦτο ἐπανέλθῃ καὶ πάλιν ἐν τῇ ἐπικρατείᾳ τοῦ Κράτους τούτου. Ἡ προθεσμία αὕτη δὲν περιλαμβάνει τὴν περίοδον καθ' ἣν τὸ περὶ οὗ πρόκειται ἄτομον δὲν ἤδυνήθη, ἄνευ ὑπαιτιότητός του, νὰ ἐγκαταλείψῃ τὸ ἔδαφος τοῦ Κράτους αὐτοῦ.

*Ἄρθρον 60.

Τὸ ὑποβαλὼν τὴν αἴτησιν ἐκδόσεως Κράτος θέλει πληροφορηθῆ τὸ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Κράτος περὶ τοῦ ἀποτελέσματος τῆς ποινικῆς διαδικασίας τῆς διεξαχθείσης κατὰ τοῦ παραδοθέντος ἀτόμου. Ἐὰν ἐξεδόθῃ ἀπόφασις κατὰ τοῦ ἐν λόγῳ ἀτόμου, ἀντίγραφον ταύτης θέλει κοινοποιηθῆ εὐθὺς ὡς ἀποκτήσῃ ἰσχὴν δεδικασμένου.

*Ἄρθρον 61.

1) Τὰ Συμβαλλόμενα Κράτη ὑποχρεοῦνται ὅπως, ἄνευ εἰδικῆς αἰτήσεως, διαδιβάξουν ἀμοιβαίως, κατὰ τὴν διαδικασίαν ἐκδόσεως :

α) Τὰ ἀντικείμενα ἄτινα δύναται νὰ χρησιμεύουν ὡς πειστήρια κατὰ τοῦ ἀτόμου οὕτινος ἐζητήθη ἢ ἐκδοσις. Τὸ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Κράτος δύναται νὰ κρατήσῃ προσωρινῶς τὰ ἀντικείμενα ταῦτα ἐὰν τοῦτο εἶναι ἀπαραίτητον διὰ τὴν διεξαγωγὴν ἑτέρας ποινικῆς διαδικασίας.

β) Ἄπαντα τὰ εἰς τὴν κατοχὴν τοῦ ζητηθέντος ἢ τρίτου προσώπου εὐρεθέντα ἀντικείμενα τὰ ὁποῖα τὸ πρόσωπον τοῦτο ἢ ὁ συνένοχός του ἀπέκτησαν διὰ τοῦ ἀδικήματος τοῦ προκλήσαντος τὴν ἐκδοσιν ἢ τὰ ἀντικείμενα τὰ ἀντιπροσωπεύοντα τὸ ἀντίτιμον τῶν διὰ τοῦ ἀδικήματος ἀποκτηθέντων ἀντικειμένων ἢ τὴν ἀμοιβὴν διὰ τὴν διάπραξίν του. Ἐὰν ἐγερθῆ ἀμφισβήτησις σχετικῶς πρὸς τὴν φύλαξιν, τὰ δικαστήρια τοῦ Κράτους ἐν ᾧ τὰ ἀντικείμενα εὐρίσκονται, ἀποφαίνονται ἐπὶ τοῦ θέματος.

2) Τὰ ἀντικείμενα ταῦτα διαδιβάξονται εἰς τὸ αἰτῶσαν τὴν ἐκδοσιν Κράτος κατὰ τὴν παράδοσιν τοῦ ἐκδιδόμενου ἀτόμου, ἐὰν δὲ τοῦτο δὲν εἶναι δυνατόν, μεταγενεστέρως, τὸ αὐτὸ ἰσχύει καὶ εἰς τὰς περιπτώσεις καθ' ἃς δὲν λαμβάνει χώραν ἢ ἐκδοσις, λόγω θανάτου ἢ ἀποδράσεως τοῦ ζητούμενου ἀτόμου.

3) Τὰ δικαιώματα τρίτων ἐπὶ τῶν ἀντικειμένων αὐτῶν θὰ ἐπιφυλαχθῶσι. Μετὰ τὸ πέρας τῆς ποινικῆς διαδικασίας, τὰ ἀντικείμενα ταῦτα θέλουσιν ἐπιστραφῆ δωρεὰν εἰς τὸ πρόσωπον εἰς ὃ ἀνήκουν. Ἐὰν δὲν εἶναι δυνατόν νὰ καθορισθῆ εἰς ποῖον ἀνήκουν τὰ ἀντικείμενα, ταῦτα θέλουσιν ἐπιστραφῆ ἄνευ ἀνταλλάγματος εἰς τὸ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Κράτος.

*Ἄρθρον 62.

Ἐὰν τὸ ἐκδοθὲν ἄτομον διαφύγῃ τὴν ποινικὴν δίωξιν καὶ ἐπιστρέψῃ ἐκ νέου εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Κράτος, θέλει, βάσει νέας αἰτήσεως, ἐκδοθῆ ἄνευ οὐδεμιᾶς διατυπώσεως.

Μεταγωγὴ

*Ἄρθρον 63.

1) Τὰ Συμβαλλόμενα Κράτη ὑποχρεοῦνται ὅπως ἐπιτρέπουν, τῇ αἰτήσει, τὴν μεταγωγὴν διὰ τοῦ ἐδάφους τῶν ἀτόμου ἐκδοθέντος ὑπὸ τούτου Κράτους πρὸς τὸ ἕτερον τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν. Τὸ Κράτος δὲν ὑποχρεοῦται νὰ ἐπιτρέψῃ τὴν μεταγωγὴν τοῦ ἀτόμου ἐὰν δὲν ὑφίστανται οἱ ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως προβλεπόμενοι ὅροι.

2) Ἡ αἴτησις ἀδείας μεταγωγῆς μεταδιβάξεται κατὰ τὸν αὐτὸν ὡς καὶ ἡ αἴτησις ἐκδόσεως τρόπον.

3) Τὸ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Κράτος ἐπιτρέπει τὴν μεταγωγὴν καθ' ὃν τρόπον προτιμᾷ.

*Ἄρθρον 64.

Τὰς δαπάνας τῆς ἐκδόσεως ἀναλαμβάνει τὸ Κράτος ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου αὐταὶ προκαλοῦνται. Τὰς δαπάνας μεταγωγῆς ἀναλαμβάνει τὸ Κράτος ἐξ οὗ προέρχεται ἡ αἴτησις μεταγωγῆς.

*Ἄρθρον 65.

Τὰ Συμβαλλόμενα Κράτη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέω-

σιν όπως μή παραχωρούν την υπηκοότητά των εις πρόσωπα των οποίων ἐζητήθη ή ἐκδοσις, εκτός εάν τα πρόσωπα ταύτα επιτύχουν την ἀπαλλαγὴν ἐκ τῆς προηγουμένης αὐτῶν υπηκοότητος. Θὰ ἀναμένουν, δηλονότι, διὰ νὰ ἀποφανθῶν ἐπὶ αἰτήσεως υπηκοότητος, τὴν λήψιν ἀποφάσεως σχετικῶς πρὸς τὴν αἴτησιν ἐκδόσεως, ἰδίᾳ ἐὰν τὸ Κράτος τὸ ὁποῖον αἰτεῖται τὴν ἐκδοσιν, γνωστοποιήσῃ ὅτι ἡ υπηκοότης ζητεῖται πρὸς ἀποφυγὴν τῆς ἐκδόσεως.

ΜΕΡΟΣ ΤΡΙΤΟΝ

Ἀκροτελεύτιοι Διατάξεις

Ἄρθρον 66.

Οἰαδήποτε ἀμφισβήτησις ἀφορῶσα τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως διακανονίζεται μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

Ἄρθρον 67.

Ἡ παρούσα Σύμβασις θέλει ἐπικυρωθῆ καὶ τὰ ὄργανα ἐπικυρώσεως θέλουσι ἀνταλλαγῆ ἐν Βελιγραδίῳ.

Ἄρθρον 68.

1) Ἡ παρούσα Σύμβασις θὰ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ 30 ἡμέρας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως.

2) Ἡ παρούσα Σύμβασις συνομολογεῖται διὰ περίοδον ἀκαθόριστον καὶ ἡ ἰσχύς αὐτῆς θὰ λήξῃ μετὰ τὴν παρέλευσιν ἑτὸς ἀπὸ τῆς καταγγελίας τῆς ὑφ' ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τῇ 18—6—59 εἰς διπλοῦν εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν
τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν
τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς
Δημοκρ. τῆς Γιουγκοσλαβίας

E. ΑΒΕΡΩΦ-ΤΟΣΙΤΣΑΣ

ΚΟΤΣΑ ΠΟΠΟΒΙΤΣ

Ἐν Ἀθήναις τῇ 18 Ἰουνίου 1959

Κύριε Ὑπουργέ,

Ἀναφερόμενος εἰς τὴν ἄρτι ὑπογραφείσαν ὑφ' ἡμῶν Σύμβασιν ἐπὶ τῶν ἀμοιβαίων δικαστικῶν σχέσεων μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ φέρω εἰς γνῶσιν τῆς Ὑμετέρας Ἐξουχότητος τὰ ἀκόλουθα :

1. Κατὰ τὴν Ἑλληνικὴν νομοθεσίαν ἡ ἐκδοσις ἐνὸς προσώπου δὲν δύναται νὰ ἐπιτραπῆ ἐὰν ἡ δίωξις διὰ τὴν διαπραχθεῖσαν ὑπ' αὐτοῦ παράβασιν ὑπάγεται εἰς τὴν ἀρμοδιότητα τῶν Ἑλληνικῶν δικαστηρίων. Τὸ γεγονός τοῦτο δέον νὰ ληφθῆ ὑπ' ὄψιν κατὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ ἄρθρου 48 τῆς Συμβάσεως.

2. Ἡ διάταξις τοῦ ἄρθρου 49 παράγρ. β τῆς Συμβάσεως δὲν δύναται νὰ ἐφαρμοσθῆ εἰς τὰς περιπτώσεις καθ' ἃς τὰ Ἑλληνικὰ δικαστήρια εἶναι ἀρμόδια διὰ τὴν ἐπανάληψιν τῆς διαδικασίας τῆς ἀφορώσης τὴν παράβασιν δι' ἣν ζητεῖται ἡ ἐκδοσις.

3. Εἰς τὴν ἔννοιαν τοῦ ὅρου «πολιτικὰ ἀδικήματα» περὶ ὧν τὸ ἄρθρον 50 δέον ἐπίσης νὰ περιληφθῶσι καὶ αἱ πράξεις αἱ συναφεῖς πρὸς παρομοίας παραβάσεις.

Ἐθεώρησα ἀναγκαῖον νὰ παράσχω εἰς τὴν Ὑμετέραν Ἐξουχότητα τὰς διευκρινήσεις ταύτας ἐν σχέσει πρὸς τὰς προαναφερθείσας διατάξεις, ἵνα ἀποφευχθῶσιν ἀμφιβολίαι, δυνάμει νὰ ἀνακύψωσι κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἐφαρμογῆς τῆς Συμβάσεως.

Δέξασθε, παρακαλῶ, Κύριε Ὑπουργέ, τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ὑφίστης ἐκτιμήσεώς μου.

ΕΥΑΓΓΕΛΟΣ ΑΒΕΡΩΦ—ΤΟΣΙΤΣΑΣ

A. E. Κύριον

ΚΟΤΣΑ ΠΟΠΟΒΙΤΣ

Ὑπουργὸν τῶν Ἐξωτερικῶν
τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας
τῆς Γιουγκοσλαβίας

Ἀθήναι

Ἐν Ἀθήναις τῇ 18 Ἰουνίου 1959

Κύριε Ὑπουργέ,

ἔχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω Ὑμῖν τὴν λήψιν τῆς ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν ἐπιστολῆς τῆς Ὑμετέρας Ἐξουχότητος, ἐχούσης οὕτω:

«Ἀναφερόμενος εἰς τὴν ἄρτι ὑπογραφείσαν ὑφ' ἡμῶν Σύμβασιν ἐπὶ τῶν ἀμοιβαίων δικαστικῶν σχέσεων μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ φέρω εἰς γνῶσιν τῆς Ὑμετέρας Ἐξουχότητος τὰ ἀκόλουθα:

1. Κατὰ τὴν Ἑλληνικὴν νομοθεσίαν ἡ ἐκδοσις ἐνὸς προσώπου δὲν δύναται νὰ ἐπιτραπῆ ἐὰν ἡ δίωξις διὰ τὴν διαπραχθεῖσαν ὑπ' αὐτοῦ παράβασιν ὑπάγεται εἰς τὴν ἀρμοδιότητα τῶν Ἑλληνικῶν δικαστηρίων. Τὸ γεγονός τοῦτο δέον νὰ ληφθῆ ὑπ' ὄψιν κατὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ ἄρθρου 48 τῆς Συμβάσεως.

2. Ἡ διάταξις τοῦ ἄρθρου 49 παράγρ. β τῆς Συμβάσεως δὲν δύναται νὰ ἐφαρμοσθῆ εἰς τὰς περιπτώσεις καθ' ἃς τὰ Ἑλληνικὰ δικαστήρια εἶναι ἀρμόδια διὰ τὴν ἐπανάληψιν τῆς διαδικασίας τῆς ἀφορώσης τὴν παράβασιν δι' ἣν ζητεῖται ἡ ἐκδοσις.

3. Εἰς τὴν ἔννοιαν τοῦ ὅρου «πολιτικὰ ἀδικήματα» περὶ ὧν τὸ ἄρθρον 50 δέον ἐπίσης νὰ περιληφθῶσι καὶ αἱ πράξεις αἱ συναφεῖς πρὸς παρομοίας παραβάσεις.

Ἐθεώρησα ἀναγκαῖον νὰ παράσχω εἰς τὴν Ὑμετέραν Ἐξουχότητα τὰς διευκρινήσεις ταύτας ἐν σχέσει πρὸς τὰς προαναφερθείσας διατάξεις, ἵνα ἀποφευχθῶσιν ἀμφιβολίαι, δυνάμει νὰ ἀνακύψωσι κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἐφαρμογῆς τῆς Συμβάσεως».

Λαμβάνων γνῶσιν τῶν ἀνωτέρω παρακαλῶ, Κύριε Ὑπουργέ, ὅπως δεχθῆτε τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ὑφίστης ἐκτιμήσεώς μου.

ΚΟΤΣΑ ΠΟΠΟΒΙΤΣ

Πρὸς τὴν A. E. Κύριον

ΕΥΑΓΓΕΛΟΝ ΑΒΕΡΩΦ-ΤΟΣΙΤΣΑΝ

Ὑπουργὸν ἐπὶ τῶν Ἐξωτερικῶν
τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος

Ἀθήναι

Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἀπὸ 1 Ἰανουαρίου 1957 ἡ ἔτησις συνδρομῆς τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης καὶ τὸ Παράρτημα τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καθωρίσθησαν ὡς κάτωθι:

Α. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διὰ τὸ τεύχος Α'	Δρχ.	400
2. » » » Β'	»	250
3. » » » Γ'	»	200
4. » » Παράρτημα	»	200
5. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	500
6. » » τεύχος «Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κλπ.»	»	300
7. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
8. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	»	2.000

Οἱ Δήμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἕμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά:

1. Διὰ τὸ τεύχος Α'	Δραχ.	20.-
2. » » » Β'	»	12,50
3. » » » Γ'	»	10.-
4. » » Παράρτημα	»	10.-
5. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	25.-
6. » » τεύχος «Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κλπ.»	»	15.-
7. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας	»	10.-
8. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	»	100.-

Β. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἐκαστον φύλλον, μέχρι 8 σελίδων τιμᾶται δραχ. 2, ἀπὸ 9 σελίδων καὶ ἄνω, ἐκτὸς ἐδικῶν περιπτώσεων, δραχ. 5.

Γ. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

I. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης:

Α'. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν.		
1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	200
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν ..	»	5.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	1.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰ συνέλευσεις, ὡς καὶ τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221)24 γνωστοποιήσεων ..	»	500
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ.20)5)1939 ..	»	100
6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	2.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἐταιρειῶν	»	500
8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν	»	300
9. Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων	»	2.000

10. Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπουσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἐταιρειῶν	»	1.000
11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	5.000

Β'. Δημοσιεύματα Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης.

1. Τῶν Καταστατικῶν	Δραχ.	500
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν Καταστατικῶν ...	»	200
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	100
4. Τῶν ἰσολογισμῶν	»	500
5. Τῶν κθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	500

II. Εἰς τὸ Παράρτημα:

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	»	200
2. Τῶν ἀδειῶν πωλήσεως ἱαματικῶν ὑδάτων ...	»	500

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν γένει ὠρίσθη εἰς 5 οο.

Δ. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεία ἐναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, ὅπου μερίμνη τοῦ ἐνδιαφερομένου ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύναται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεία, ἅπαντα ἀποδίδουσι τοῦτο εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὀριζόμενα διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 192378)3639 τοῦ ἔτους 1947 (ΡΟΝΕΟ 185) ἐγκυκλίου διαταγῆς τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως Δημοσίου Λογιστικοῦ. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστέλλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποτέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸν.

Ο ΔΙΕΥΘΥΝΤΗΣ
ΚΩΝ. ΧΡ. ΤΡΥΦΩΝΑΣ